

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

La représentation de l'Opposition russe à l'étranger nous communique :

De nombreuses arrestations ont été opérées à Moscou et à Leningrad. En plus de Préobrajensky, I.N. Smirnov, plus de 100 anciens oppositionnels ont été arrêtés. On les accuse de travail illégal "trozkyste". A l'usine "Amo" de Moscou environ cent ouvriers ont été arrêtés, parce qu'un tract oppositionnel y a été distribué. Il en est de même dans d'autres usines.

Les travailleurs des Services Publics dans la lutte

Dévouée sans défaillance à la défense des intérêts de la bourgeoisie, la Commission des Finances du Sénat s'est attaquée aux traitements et aux salaires des fonctionnaires et des ouvriers de l'Etat gagnant plus de sept mille francs. Contre cette provocation, le Cartel des Services Publics et les Syndicats confédérés ont lancé l'ordre d'une série de manifestations « d'avertissement » pour la journée de lundi, comportant des cessations partielles du travail. Et les manifestations se sont déroulées dans la journée de lundi parmi les travailleurs des postes, des ministères, des départements, du gaz, de l'électricité, des transports, des communaux, avec une ampleur et une détermination caractéristiques.

Sans aucun doute, il s'agissait de manifestations partielles et d'objectifs mesurés. Sans aucun doute, les syndicats confédérés avaient prodigué les appels « au calme et à la discipline » et demandé principalement à ses adhérents « de ne pas aller au delà des instructions données par les organisations confédérées ». Mais la généralité du mouvement, l'accueil enthousiaste qui lui a été fait dans toutes les corporations entraînées à cette action manifestent le profond du mouvement des fonctionnaires.

Sans aucun doute, les dirigeants confédérés ont subi la poussée de ce mouvement qui s'est avéré si sérieux et la manifestation démentit non pas la puissance des syndicats confédérés, mais la puissance que contient à l'heure actuelle le mouvement des fonctionnaires et des ouvriers des Services Publics.

A l'heure actuelle, où la bourgeoisie a engagé l'attaque contre les employés de l'Etat, l'importance de ce front de lutte apparaît très grande dans le développement de la lutte du prolétariat et des exploités contre la bourgeoisie. Et — il faut le comprendre clairement — la tactique centrée a démontré, dans ce mouvement de lundi, comment elle paralysait l'avant-garde la plus combattive, la plus active des exploités. S'il est vrai que sur de nombreux points, notamment parmi les postiers, les meilleurs et les plus ardents ont souvent rejoint les unitaires et marqué nettement

leurs aspirations révolutionnaires — il n'en reste pas moins que la C.G.T.U. a été en fait à la remorque du déclenchement du mouvement par les confédérés. Nous ne pouvons pas considérer comme marquant une influence réelle le fait d'avoir été réduits à conseiller aux manifestants de substituer aux directives des syndicats confédérés « leurs propres décisions » sans être capables d'en indiquer avec des chances de succès. Les succès partiels ne masquent pas la situation générale.

Si l'on comprend l'importance du mouvement de lundi, et si l'on est convaincu, comme nous le sommes, que seule la direction des organisations révolutionnaires et du parti communiste peut servir sans défaillance le prolétariat, en mesure des conséquences de la politique centrée. Lundi, la politique qui consiste à s'installer dans la scission syndicale et à refuser tout front unique autre que celui réalisé derrière les organisations unitaires et communistes a porté ses mauvais fruits. Chaque militant qui a suivi le déclenchement de la grève, les manifestations et les résultats, comprend quels résultats auraient été obtenus, pour accrocher les masses, pour pousser en avant des mots d'ordre plus combattifs, pour proposer des formes d'action plus résolues, pour renforcer les positions des fonctionnaires contre l'attaque bourgeoise et les positions de l'avant-garde révolutionnaire au sein des fonctionnaires et des ouvriers de l'Etat, par une minorité révolutionnaire agissant à l'intérieur d'une centrale syndicale unifiée ou, au moins, et, dès maintenant, par une Centrale unitaire appelant l'ensemble des syndiqués à l'action commune par un front unique réel.

Le mouvement des fonctionnaires n'a fait que commencer lundi. A la C.G.T.U. de le vivifier, de le préserver des compromis de trahison, de le prolonger dans toutes ses conséquences. Cela ne peut s'obtenir qu'en répudiant la tactique stérile d'isolement du centrisme. Il est nécessaire que la C.G.T.U. propose ouvertement aux Autonomes et aux Confédérés un front unique organisé pour la défense intégrale des salaires et des traitements.

ARRACHEZ TA-THU-THAU A LA BOURGEOISIE COLONIALE

Debout pour l'Amnistie en Indochine

Les débats parlementaires ont mis à nu la volonté implacable du Gouvernement radical de poursuivre la besogne de répression sauvage contre les exploités indochinois. En libérant « conditionnellement » quelques milliers de ses victimes, la bourgeoisie française maintient dans ses bagues des milliers de révolutionnaires. Sarraut couvre ses crimes en invoquant à la fois les motions répressives de la Fédération socialiste du Tonkin et l'indignation que suscite la célèbre « enfant aux mains coupées », qui a déjà fait ses preuves en Belgique, en Pologne et au Maroc.

A la même heure parvient la nouvelle d'une « descente » de la Douane dans le village annamite de Tuy-Hoa, pour la recherche de l'alcool de contrebande, au cours de laquelle un inspecteur des douanes brûla la cervelle d'un paysan. Le village de Gauson, révolté, s'est soulevé tout entier et, à coups de lances confectionnées avec des pouses, a chassé les assassins.

En mars, cent quatre-vingt communistes seront déferés aux tribunaux d'exception dont Sarraut a fait l'apologie. En ce moment doit se dérouler le procès des cinquante communistes oppositionnels qui, d'après la presse colonialiste « révaient d'instaurer en Indochine le doux régime des Soviets vu par Trotsky ». (Courrier de Saïgon). De ce procès, l'« Humanité » ne dit pas un mot. Six mots d'instruction secrète ont été menés contre nos camarades. Parmi eux, se trouvent les étudiants et les travailleurs qui, il y a trois ans, ont manifesté devant l'Élysée parmi les travailleurs français pour tenter de sauver les condamnés de Yen-Bay. Parmi eux se trouve Ta-Thu-Thau. Aujourd'hui, c'est sur eux que s'acharne la bourgeoisie française.

Camarades, il faut mener une lutte intensive pour arracher nos camarades au sort que leur réserve la bourgeoisie française. Camarades, il faut arracher aux Bagnes assassins, nos milliers de frères en détresse.

Après l'appel de l'I.O.S.

Le 19 février, le Bureau de l'Internationale Ouvrière Socialiste a lancé un appel aux travailleurs du monde entier pour la lutte contre le fascisme, pour la lutte contre la guerre. Dans ce manifeste l'I. O. S. propose de lier la lutte de défense contre le fascisme et contre le danger de guerre à la lutte contre le capitalisme pour la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, pour le socialisme. Dans ce manifeste, l'Internationale Ouvrière Socialiste déclare viser à l'organisation d'une action commune sur la base d'une entente sincère et honnête et s'affirme prêt à négocier au sujet d'une communauté de lutte avec l'Internationale Communiste.

Ce n'est pas le lieu de discuter si nous, communistes, devons avoir la moindre confiance dans la capacité de l'Internationale Ouvrière Socialiste d'engager réellement cette lutte et de la mener jusqu'à son but. Nous, communistes, demeurons tout-à-fait conscients du rôle de conservation de la domination bourgeoise rempli pendant la guerre et pendant la crise par la social-démocratie internationale. Et nous savons jusqu'à l'emploi de quelles armes peut aller cette conservation.

La question est que l'Internationale Ouvrière Socialiste comprend dans ses rangs des millions de prolétaires européens. La question est que l'intérêt du prolétariat et l'intérêt de son avant-garde révolutionnaire, l'Internationale Communiste, lui est indissolublement — commandé impérieusement l'Internationale Communiste.

L'appel de l'I. O. S. traduit la volonté de lutte de millions d'ouvriers. Mais il est aussi une manœuvre rendue possible par le silence de l'avant-garde révolutionnaire — et qui prolonge ainsi l'offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat. Le silence de l'Internationale Communiste ne doit pas durer.

L'initiative de l'appel à la lutte devait revenir à la seule Internationale dont l'action soit basée sur les intérêts généraux du prolétariat, l'Internationale Communiste. L'initiative de l'appel au prolétariat international devait revenir à la seule Internationale forgée dans les principes de l'Internationale Communiste, l'Internationale Communiste, paralysée par la fraction stalinienne et les conceptions anti-internationalistes du « socialisme dans un seul pays » n'a pas encore élevé la voix.

Il faut rappeler ici qu'il y a plusieurs semaines, la Pré-Conférence de l'opposition de gauche internationale (bolcheviks-léninistes), fidèle à l'esprit d'octobre, a demandé par télégramme à l'Internationale Communiste de lancer l'appel nécessaire à la lutte.

Sans doute, c'est trop que l'Internationale Socialiste qui a opéré la division du prolétariat à coup de mitraillages dans la char même du prolétariat allemand et russe puisse donner l'apparence de vouloir l'unité combattive du prolétariat. Mais ce qui

Le prolétariat allemand en danger

La situation se précipite en Allemagne. Le Gouvernement des Junkers et des fascistes, installé par le grand capital et par les hobereaux dans le but précis de mater le prolétariat et toute la population travaillante, procède avec une rapidité et une vigueur extrêmes dans son action de fer et de brigandage contre le peuple allemand. En même temps qu'il prépare les instruments pour une offensive renforcée contre la classe ouvrière, il passe déjà à l'attaque et commence la destruction physique des éléments prolétaires les plus actifs.

D'abord il s'est appliqué au nettoyage de la police. Les prolétaires et les fonctionnaires « républicains », ces mêmes fonctionnaires qui pendant des années et des années ont donné tant de preuves de fidélité contre-révolutionnaire, sont chassés de leurs postes et remplacés par des hommes qui rapportent mieux aux tâches nouvelles et dorénavant à l'attachement au nouveau régime ne peut faire de doute. A Berlin, dans la capitale de la Prusse et du Reich, c'est à un général fasciste qui revient le commandement de la police. Dans les autres villes les plus importantes, ce sont encore des fascistes ou des nationaux allemands qui prennent dans leurs mains la direction des forces armées destinées aux besoins immédiates de la guerre civile. Ce n'est qu'un premier pas dans la refonte totale de l'appareil policier.

Les escouades des nazis, les S.A., les casques d'acier, passent déjà au premier plan pour « rendre libre la rue » pour l'écrasement impitoyable de toute résistance au nouveau esclavage. Fascistes et nationaux allemands sont placés aux postes stratégiques de la Reichswehr. La presse communiste, la presse social-démocrate et même la presse « centrée », est piétinée sous le talon des Junkers et des nazis. Les journaux du peuple sont suspendus, sont confisqués, sont baïonnés. La dictature du sang et de la croix gammée les tient à sa merci. Pour éviter toute équivoque sur la façon dont on entend respecter les droits du Parlement, Lœbe est chassé de sa place, à coups de pied, parmi les rires et les moqueries de la racaille fasciste. Les nazis envahissent les écoles et les universités d'où les professeurs et les étudiants « démocrates » sont jetés au dehors à coups de matraque. L'action sanglante contre le prolétariat que le fascisme n'avait pas mené que de façon sporadique avant son installation au gouvernement, se développe maintenant avec une rapidité et une ampleur progressives. Antennes par un fer et, par le feu l'avant-garde de la classe ouvrière. Voilà le mot d'ordre lancé aux troupes d'assaut fascistes. Faites impitoyablement usage de vos armes à feu contre ceux qui, hommes ou organisations, gênent les bandes fascistes dans leur travail : voilà la consigne que le ministre hitlerien, Göring, a donné aux forces de la schupo. Tout l'appareil de l'Etat, toutes les forces de la grande bourgeoisie et des Junkers sont concentrés, aujourd'hui, dans un tentative de démonter pièce par pièce, rouage par rouage, les centres de ralliement et de résistance du prolétariat allemand. Le prolétariat allemand est menacé immédiatement d'un danger mortel.

Il en a conscience. C'est pourquoi il réclame l'unité d'action, il exige le front unique de lutte contre le fascisme. A Eisleben, à Leipzig, à Esslingen et dans des dizaines d'autres localités, les organisations du prolétariat allemand ont réalisé le front unique de défense contre les bandes fascistes. Ouvriers communistes, ouvriers social-démocrates, de la banlieue d'empire, du front de fer et ouvriers chrétiens sont tombés ensemble dans la lutte à mort contre la Peste brune, pour la défense de leurs libertés, pour l'existence même de leur classe. Dans son instinct de classe, dans la conscience de la gravité de l'enjeu, la classe ouvrière allemande se dresse contre la barbarie menaçante ; elle s'efforce de briser les entraves qui s'opposent à son action unitaire, elle trace la voie pour l'écrasement de l'ennemi fasciste et pour la victoire.

Malheureusement la volonté des masses ne réussit pas encore à s'imposer à ceux qui, considérés comme les guides du prolétariat, se démontrent, par contre, incapables d'en comprendre les réactions les plus élémentaires, les nécessités les plus urgentes. Les chefs social-démocrates, dont les trahisons successives depuis 1914 ont préparé les conditions de la victoire actuelle du fascisme, continuent à se prodiguer dans des manœuvres obliques pour endormir la classe ouvrière, pour la désarmer devant l'ennemi qui la menace du genou sur la poltrine et du couteau dans la gorge. Au lieu d'appeler le prolétariat à la lutte, au lieu de l'organiser et de le mobiliser pour les combats inévitables, ils s'efforcent de le briser — en se bernant eux-mêmes avec des phrases creuses sur l'impossibilité du fascisme de dominer le prolétariat. Devant la banqueroute de la démocratie bourgeoise comme moyen pour barrer la route au fascisme, les chefs social-démocrates ne trouvent rien de mieux que de se placer sur le terrain de la démocratie formelle. Et face à la tour-

mente fasciste qui menace d'emporter et de détruire presque un siècle d'efforts et de sacrifices de la classe ouvrière allemande, les Brechtel et Cie ne trouvent à proposer, du bout des lèvres, au parti communiste d'Allemagne qu'un « pacte de non agression », non dans le but de mieux préparer et déclencher la lutte contre le fascisme, mais dans celui de rester plus tranquille dans leurs repaires de vieux opportunistes.

D'autre part, les dirigeants du P.C.A. n'abandonnent nullement leur fausse politique. Il faut le déclarer ouvertement, que les quelques propositions de front unique qui ont été faites, soit par la direction du P.C.A., soit par l'O.S.R., participent, plus que d'un plan de complot contre le fascisme, de la tentative de se créer un alibi à leur propre impuissance. Tel est le caractère de la proposition de grève générale faite par le parti le 21 juillet, après l'installation au gouvernement de Von Papen, et le 1er février après l'avènement au gouvernement de Hitler. La même proposition de grève générale, faite par l'O.S.R. à la C.G.T.U. allemande le 15 janvier, ne peut que rester inopérante pour la lutte contre le fascisme. Ce n'est pas le front unique que l'opposition syndicale révolutionnaire devait proposer aux syndicats « libres », mais sa réintégration au sein de la plus grande centrale syndicale allemande. Ainsi, les propositions de front unique faites par les organisations du parti, dans certaines régions, aux régions correspondantes du parti social-démocrate, des syndicats « libres » ou du front de fer, si d'un côté elle démontrent la volonté d'action des masses ouvrières, de l'autre, par le fait qu'elles ne sont pas encadrées dans un plan général, ne peuvent que donner des résultats limités et partiels. Elles ont aussi pour résultats de limiter la lutte contre le fascisme qui doit se développer sur le plan national et non uniquement sur le terrain régional ou local, au d'ailleurs, à une mesure que les événements se produisent de la base au sommet, à la base continuellement, inlassablement, qui doit se développer l'action de front unique du parti communiste allemand. Sans cela, les énormes sacrifices de sang que la guerre civile coûtera à la classe ouvrière d'Allemagne, si ils sauvent l'honneur du prolétariat, seront quand même incapables de lui assurer la victoire.

Enfin, tous les éléments du parti, tous les membres du P.C.A. doivent exiger que l'Internationale Communiste reprenne son rôle. C'est un fait qui doit faire rougir d'humiliation tout révolutionnaire sincère de voir l'Internationale socialiste, l'Internationale de la trahison, qui, la première, lance un appel contre le fascisme en Allemagne et se déclare prête à négocier, au sujet d'une lutte commune contre le fascisme, avec l'Internationale Communiste. La théorie du socialisme dans un seul pays ne pouvait inaugurer un échec plus cuisant à l'Internationale qui a été forgée pour la guerre à mort contre la société capitaliste et contre ses laquais, à l'Internationale de Lénine.

Par ses fausses théories, par la politique stalinienne appliquées dans le monde entier, par les ruines accumulées sous les pieds du prolétariat, par le silence constant de l'I.C. sur tous les événements capitaux qui, depuis deux ans, se sont produits particulièrement en Allemagne, l'Internationale Communiste n'est pas seulement menacée de destruction physique par les succès de la réaction, mais elle se trouve au bord de la trahison. Camarades du parti, il faut empêcher cela. Il faut imposer à la fraction stalinienne un changement radical et rapide de sa politique. Il faut que l'I.C. redevienne le puissant instrument de combat qu'elle a été sous la direction de Lénine. La cause du prolétariat allemand, celle du prolétariat de tous les pays, celle de l'Internationale, est en jeu. Perdre encore du temps ce serait pire qu'une suicide, ce serait un crime que l'histoire ne pardonnera pas.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Ces élections n'apporteront aucune décision, ce n'est pas par là qu'elles sont importantes. Elles apporteront moins que jamais une décision quelconque, et la tromperie des réformistes à cet égard est plus infâme que jamais. Ces élections sont seulement importantes en tant que signal d'alarme pour la classe ouvrière, pour qu'elle organise enfin et sans délai sa défense. Car une chose est évidente, c'est que peu de temps avant ou immédiatement après les élections, se produiront des événements d'une importance décisive.

A ce sujet, la clarté du langage des agitateurs nationaux-socialistes ne laisse rien à désirer. Ce n'est pas pour rien qu'ils parlent de « dernières élections ». Et tout le discours de Hitler qui, dans son genre, est extraordinaire, et duquel on peut bien dire (malgré les décrets-lois) qu'il surpasse les productions de Guillaume II, bien qu'il ne contienne pas de programme, a cependant un point programmatique bien concret dans ses innombrables variations : l'extermination du marxisme, c'est-à-dire des organisations prolétariennes.

Aucune confusion n'est possible. Hitler a pris le pouvoir et il ne faut pas amoindrir le sens de ce fait. Malgré tout, rien n'est encore tranché d'une manière décisive. Les organisations prolétariennes existent encore. Il faut les faire disparaître, aussi bien pour réaliser le « programme économique », c'est-à-dire les rapines douanières et les rapines sur les salaires, les subventions les plus élevées et les plus énergiques préparations à la guerre, que pour pouvoir surmonter une crise dans les propres rangs et entre les différents participants de la coalition. Déclarer que Hitler ne pourra pas surmonter cette crise, même en exterminant les organisations prolétariennes, ne signifie rien d'autre que soutenir la plus néfaste de toutes les opinions : « Hitler ne restera pas longtemps. » Les élections permettront en tout cas à

NOTRE CAMPAGNE DE MEETINGS

LE FASCISME EN ALLEMAGNE — LA SITUATION EN FRANCE

Réunion Publique et Contradictoire

Vendredi 3 mars, à 20 h. 30

Café du 13 rue de Vanves (près de l'avenue du Maine)

LES BARRICADES DE BUCAREST

Crise révolutionnaire dans les Balkans

Le rythme de la décomposition du régime capitaliste aux pays balkaniques prend depuis quelques mois un aspect toujours plus intense et accéléré. La situation sans issue créée par le morcellement étatique, les antagonismes économiques, sociaux, politiques et nationaux, le fardeau de l'esclavage financier des grandes puissances impérialistes, la profonde crise structurelle de l'économie rurale ont accéléré le marasme des classes dirigeantes et préparé le réveil révolutionnaire des masses exploitées et opprimées.

En Grèce, à la suite d'une crise de débouchés et d'inflation catastrophique, l'effervescence croît parmi la paysannerie, les luttes grévistes, révolutionnaires, trouvent une accentuation politique extrême. Malgré l'échec provisoire de la lutte gréviste, le prolétariat est loin des sentiments de dépression et se prépare à de nouvelles luttes, son optimisme de lutte témoigne d'un essor révolutionnaire réel. Quant à la bourgeoisie, elle essaye une dernière fois de maîtriser la déconfiture de sa démocratie par des nouvelles élections, en forgeant simultanément l'arme de réserve : la dictature militaire.

En Bulgarie, aggravation continue de la tension sociale : après les années de dépression qui ont suivi la politique désastreuse de la fraction centrée du P.C.B., croissance spontanée et puissante du communisme, malgré les coups désespérés de la bourgeoisie.

En Yougoslavie, la montée révolutionnaire se dessine pour l'instant dans les rails nationalistes de la bourgeoisie des peuples opprimés, en menaçant déjà à cette étape non seulement la dictature militaire actuelle, mais aussi le régime de la bourgeoisie dirigeante.

Dans cette situation, on comprend aisément que l'étincelle révolutionnaire qui vient de marquer les luttes héroïques du prolétariat roumain, deviendra non pas un feu de paille, non une explosion de révolte épisodique, mais l'ouverture d'une nouvelle phase de lutte de classes en Roumanie et aux Balkans, d'une phase à caractère nettement révolutionnaire.

ainsi que le mouvement éphémère des étudiants libéraux autour du professeur Fortu, qui s'échoua permis quelques formules peu respectueuses à l'égard du Roi, soit aux ouvriers de baromètre pour choisir le moment de déclencher leur propre bataille qui acquiert, dès le début, un caractère extrêmement tendu.

Pour la classe dirigeante, la grève de quelques milliers d'ouvriers de pétrole et des chemins de fer devient une question de vie ou de mort. Elle proclame l'état de siège. Pourquoi ? Elle veut intimider les ouvriers ? Elle anéantit au résultat contraire. Le geste de la main forte, le renforcement des persécutions féodales ne donnent aux ouvriers, réveillés après une longue période d'apathie, que le sentiment de leur force et de la faiblesse de la bourgeoisie, il augmente leur esprit de combativité. Ils doublent, ils triplent leurs efforts.

La bourgeoisie trouve une nouvelle arme : elle interdit toutes les organisations communistes, elle procède à des arrestations massives. Les ouvriers ripostent par les barricades. L'échec de la lutte héroïque des cheminots de Bucarest était inévitablement inévitable. Le prolétariat roumain ne s'est engagé encore que dans les premières luttes pré-révolutionnaires. Le mouvement paysan ne se trouve encore qu'au stade préliminaire. Il est encore loin d'emboîter le pas aux mouvements des prolétaires des villes. La décomposition de l'armée reste encore une tâche de l'avenir, une tâche qui décidera du sort de la révolution. Mais c'est là la dialectique de la révolution qu'elle réveille, en passant par des échecs partiels, des nouvelles et des nouvelles couchés à la conscience de classe, les engageant, les torgeant et les unifiant dans la lutte. Les cheminots de Bucarest n'ont pas gagné le bataille des barricades, mais ils ont gagné les prolétaires roumains, les masses travaillantes des Balkans, des milliers et des milliers d'ouvriers dans tout le monde pour l'idée de la révolte, de l'insurrection armée, de la révolution prolétarienne. Est-il difficile de mesurer quelle impulsion grandiose la lutte héroïque des ouvriers roumains présente pour le prolétariat allemand, actuellement, aux heures de la menace imminente des bandes fascistes ?

Mais pour transformer les échecs partiels en victoire définitive, réelle, il faut une perspective et une ligne marxiste claire. Quel sera le développement ultérieur de la lutte ? Cela dépend en premier lieu de P. C. et de l'I. C. Ce sont eux qui tiennent dans leurs mains la clé de la révolution victorieuse en Roumanie, dans les Balkans et, par là, du renforcement de la lutte révolutionnaire en Europe Centrale (Allemagne) et de l'U.R.S.S. La fraction dirigeante du P.C. et de l'I.C. saura-t-elle manier cette clé ? La perdra-t-elle ? Malheureusement, cette dernière possibilité n'est point exclue.

(Suite page deux)

Qu'apporte au Parti le nouveau Comité Central?

Hitler de poursuivre un bon bout de chemin. Cela est évident si sa coalition recueille la majorité, ce qui est douteux, malgré les perspectives de croissance. Même alors il sera forcé d'agir vite, car cette majorité ne sera certainement pas très imposante. Cela est encore plus évident pour le cas où il serait en minorité. Alors l'action qui signifiera, de quelque façon qu'on la masque, la rupture avec la constitution de Weimar, s'imposera encore davantage. La récente action en Prusse prouve que la volonté de procéder à une telle démarche existe.

Cependant, il serait tout à fait erroné de penser que le fascisme se guide selon le calendrier parlementaire. La classe ouvrière doit s'attendre éventuellement même avant le 3 mars, à un nouveau coup d'Etat décisif. Le terrorisme formidable qui règne en ce moment en est un avertissement.

L'attaque contre la classe ouvrière se fait en liaison avec les données parlementaires, mais par des moyens extra-parlementaires. A plus forte raison la défense prolétarienne qu'il s'agit d'organiser, doit être extra-parlementaire si elle doit être efficace. Nous ne disons pas qu'il faut s'abstenir dans les élections. Il va de soi qu'il faut participer à cette démonstration en votant pour le P. C. A. comme parti de la dictature prolétarienne, ou pour la liste qui lutte dans son sens au cas d'une interdiction. Cela est tellement évident qu'il est inutile d'en discuter, tout aussi inutile que de discuter de la « liste commune » ce remède de bonne femme qu'on vient, une fois de plus, de découvrir, et qui, non seulement est irréalisable, mais qui est une déviation du véritable terrain de lutte.

On sait, et les récents événements ont encore tristement prouvé, que la lutte de défense extra-parlementaire contre les attaques fascistes dirigées contre tous les droits et même contre la vie des ouvriers allemands n'est possible que sur la base du front unique.

Malgré cela, la direction du parti socialiste, ainsi que celle du P. C. ose éluder cette question et jouer avec des mois. C'est ainsi qu'on perd beaucoup de temps, beaucoup de temps précieux, dont il ne reste pas beaucoup dans une période où il s'agit d'une question d'heures. Le parti socialiste réveille le vain espoir des élections, tout en lançant des phrases qui tournent autour du front unique sans l'aborder franchement. Le parti communiste appelle avant tout à la lutte contre Versailles. Avec la main gauche, il favorise les illusions socialistes, « laissez Hitler s'user au pouvoir » et avec la main droite, il prouve par des articles d'Ercoli (ainsi que par toute sa politique passée) que Hitler n'est pas Mussolini, etc. Pour le front unique, rien que des appels « à la base », exception faite de la proposition de la R. G. O. de Berlin à l'A. D. G. B. de Berlin, en date du 12 février 33. L'offre est tout à fait juste : comité d'unité, protection de la vie et de la propriété ouvrière, délibérations sur des mesures ultérieures. Cela coïncide avec ce que nous n'avons cessé d'exiger, ce qui aurait dû être fait depuis longtemps, et avant tout ce qu'il faut réaliser immédiatement et partout entre les partis. Depuis le mois de juillet, nous avons le droit de nous méfier de ces ballons d'essais qu'on lance à Berlin et qu'on désovoie ensuite.

Le chef est de retour. C'est pourquoi nous criions aux membres du P. C. : Ne lâchez pas prise. Pas de confiance aux responsables du 30 janvier. Forcez vos chefs à faire des propositions générales aux sommets. Ne tolérez pas qu'au premier échec on retombe dans l'ancien ultra-gaucheisme. Ne tolérez pas qu'on perde une heure de plus.

Si cette proposition de la R. G. O. de Berlin ne doit pas rester un épisode, alors il faut que le parti soit éclairé d'une manière absolue sur la politique passée, sur une direction qui, dans une période objectivement révolutionnaire, n'a pas su empêcher l'accès de Hitler au pouvoir, sur la politique future qui ne peut consister que dans un tournant complet. Une telle clarification doit nécessairement aboutir à un congrès extraordinaire du parti, un congrès extraordinaire de l'U. C. Qu'on ne nous parle pas de « difficultés techniques ».

L'ancienne social-démocratie sous la loi contre les socialistes, les bolchéviks en juillet 1917 ont tenu des congrès dans des situations encore plus difficiles. La situation politique exige impérieusement une décision du P. C. Capitulerai-je devant Hitler? C'est sa propre existence, celle de l'Union Soviétique qui est en jeu.

Le Comité Central du Parti s'est réuni dans une période particulièrement grave pour le prolétariat. La crise allemande est entrée dans une phase suraiguë par l'arrivée au pouvoir d'Hitler qui place le prolétariat allemand et l'avant-garde internationale du prolétariat devant des heures de lutte décisives. La crise de la société française présente des prodromes graves : son acmé est déjà caractérisé d'une part par les mouvements de masse des paysans et des petits commerçants dont la grande bourgeoisie s'emploie à garder le contrôle; d'autre part par des manifestations nombreuses et pressantes des fonctionnaires, des employés et des ouvriers de services publics dont la poussée se traduit même dans les organisations réformistes.

Dans une telle situation, la direction du parti doit pouvoir parler clair au prolétariat et aux masses exploitées et leur tracer la voie.

Malheureusement les assises des directions centristes sont moins dictées par les nécessités de la situation objective que par les vicissitudes internes de l'appareil bureaucratique au travers du déroulement des événements. Malheureusement, le Comité central du parti a démontré une fois de plus qu'il ne parle pas clair devant le parti et le prolétariat, il exprime surtout des modifications de sommets et des zig-zags tactiques accomplis dans l'obscurité. Leur sens politique, inspiré des nécessités bureaucratiques et non de l'analyse marxiste des événements, ne peut être perçue par le parti que dans la suite.

Ce qui peut donner une indication sur le sens du Comité Central, c'est la différence entre Thorez d'octobre 1932 et Thorez de mars 1933. Il y a six mois, Thorez écrivait dans les Cahiers du Bolchevisme (n° 20, page 1.200) :

« Sans ralentir notre combat sur le front de droite, affirmons qu'en ce moment de la vie de notre Parti communiste français, l'objectif principal qui doit être à toute force brisé, c'est le sectarisme, l'opportunisme de gauche dont l'idéologie et la pratique de notre parti restent profondément imprégnés. Tandis qu'au Comité Central Thorez concluait qu'il fallait marcher « par une autocritique qui renforce en assurant une lutte pratique sur les deux fronts contre l'opportunisme, le danger principal qui s'est renforcé par rapport au travail de masse de notre parti et contre le sectarisme, etc. » C'est du déplacement de l'accent principal qu'on peut déduire l'accentuation qui prend le centrisme dans ses zig-zags entre les deux fronts ». Ainsi se manifesterait le retour de Thorez, après la rupture brusquée et peu compréhensible aux masses des pourparlers de café avec Paul Faure et Paul Louis pour l'organisation des controverses.

Sur la question allemande qui domine le sort de l'avant-garde du prolétariat rien n'a été dit au Comité Central. Sur les perspectives de la crise française, l'analyse bureaucratique continue à brouiller les yeux des militants en se bornant à pronostiquer la « concentration politique ». Il y a union de toutes les forces bourgeoises « à l'heure même où les désaccords et les difficultés dans le camp des partis de la bourgeoisie et de son agence social-démocrate autour de la réduction des fonctionnaires et des projets financiers donnent à l'avant-garde communiste, si elle est capable de les exploiter, des bases nécessaires pour ébranler de profonds mouvements de masse ».

Mais la perspective d'une radicalisation des masses sous la poussée des forces objectives, dans l'aggravation de la crise, suffit à l'appareil bureaucratique pour qu'il se croie capable de conduire les masses jusqu'à la prise du pouvoir. Cette « prise du pouvoir », elle a été évoquée par Thorez. Non pas qu'il ait tracé la voie qui permettrait de s'en rapprocher par l'ébranlement des masses dans la lutte. Mais pour appeler le parti à être « de plus en plus capable » de répondre aux questions « venant de ceux qui sont dans la périphérie du parti » : « Qu'est-ce que vous ferez quand vous aurez le pouvoir ? »

Mais pour conduire le prolétariat au pouvoir à travers la crise de la bourgeoisie, quelle est la tactique que la direction propose au parti? Ici, la tactique du front unique telle qu'elle a été pratiquée dans ces derniers mois a subi une nouvelle révision.

Dans la récente période, en partie sous la pression du mouvement des masses, la pratique politique exige impérieusement une décision du P. C. Capitulerai-je devant Hitler? C'est sa propre existence, celle de l'Union Soviétique qui est en jeu.

Permanence Révolution.
(20 février 33)

que du parti s'était rapproché, à l'échelle locale le plus souvent, avec des déviations opportunistes, avec des déformations caricaturales, avec des a-coups qui en paralysaient les effets, mais s'était rapproché de la tactique du front unique d'organisation à l'organisation. Dans le mouvement des Services Publics, chez les fonctionnaires dans certaines grèves, des « bauchas » de front unique « avaient été tentés ou réalisés ».

Après la période du « front unique par en bas seulement », avec un revirement exécuté dans la nuit et pratiqué par un appareil dont les principes communistes ne peuvent pas être fermement assurés, la bureaucratie était même allée d'un coup vers le « front unique au sommet seulement » — rançon du « front unique par en bas seulement » — et avait accepté de renoncer au droit de critique et à l'indépendance du parti, si bien qu'au Comité Central il a été nécessaire que plusieurs militants dénoncent ces « front unique » dégénérés : Walsch (Alsace-Lorraine) sur la lettre du syndicat unitaire des mineurs : « Il fallait, avant d'accepter cette lettre, créer à la base, dans les partis, des organisations de base du front unique ».

Dumont sur les mouvements du Nord et du Pas-de-Calais : « se prononce contre la tactique qui consiste à considérer le front unique comme un échange de lettre ouverte entre les directions sans la liaison indispensable avec la base ». Enfin ce qui est la pratique nouvelle du front unique avait comporté notamment la proposition d'un programme d'action par la Fédération des Jeunes Communistes de la Seine à la Fédération des Jeunes Socialistes.

Cette pratique a reçu au Comité Central une condamnation formelle : « La lettre de la Fédération des J. C. a dit Lagari, ... a démenti le courant du front unique ». Il est sorti du Comité Central une charte catégorique qui existe dans le « front unique » : « La direction du parti communiste et l'attaque contre la social-démocratie. Notre tactique, a précisé Thorez, veut dire enfin : jamais d'entente au sommet. Aussi le parti se lie les mains dans la période même où la tactique leniniste du front unique — les propositions ouvertes d'action concertée adressées devant l'ensemble des ouvriers aux organisations réformistes et socialistes — doit renforcer la lutte des masses et fortifier l'avant-garde communiste dans la crise de la bourgeoisie ».

Une grande importance a été consacrée à la lutte pour la représentation proportionnelle « une grande lutte politique ». « une question tout-à-fait importante », « même sur ce point nous voulons pousser jusqu'au bout les conséquences de la démocratie ». Dans le même temps, la tactique électorale classe contre classe s'est aussi un « redressement ». Alors qu'à Senlis le parti s'était déclaré prêt à se désister, pour un candidat socialiste honnête pris en place du malhonnête Uhry, Thorez a déclaré : « jamais nous ne voterons pour le parti socialiste. Une nouvelle fois, la bureaucratie résoud par la piraise gauchiste le problème qui consiste à ébranler les ouvriers socialistes dans la lutte, à se gagner dans le processus de la lutte, à utiliser dans la lutte extraparlamentaire les positions prises envers les ouvriers socialistes lors des élections ».

L'heure n'est plus aux expériences désastreuses que le parti a déjà trop subies. Les fautes commises en Allemagne ne doivent pas se renouveler en France. Des sautes brusques accomplies dans la nuit — comme celles auxquelles assistent des militants sur la pratique du « front unique » — doivent être évitées à tout prix. Dans la grande situation actuelle, les militants doivent exiger qu'au C. C. bureaucratique, le parti substitue la discussion claire et s'écuse avec la participation de l'opposition de gauche des tâches qui se posent maintenant devant la classe ouvrière de ce pays.

Groupe de Marseille

CERCLE DE DISCUSSION. — Notre groupe a formé un cercle de discussion qui fonctionne tous les vendredis à 21 heures précises au Bar de Provence (salle réservée), 2, cours Lieutaud. Nos réunions sont contradictoires.

PERMANENCE. — Tous les vendredis de 20 h. 30 à 21 h., permanence du groupe de Marseille au Bar de Provence.

BOLCHEVIK LENINISTE. — Le premier numéro (16 pages) du Bolchevik-Léniniste est paru et déjà épuisé. Les camarades désireux de recevoir régulièrement notre bulletin sont priés de s'adresser à la permanence ou d'envoyer leur adresse au camarade Gottlieb, 18, rue Cornaille, 18.

VIE DE LA LIGUE

NOTRE CAMPAGNE

En associant le développement de la situation en Allemagne au développement de la situation en France et en exposant dans l'un et l'autre les mots d'ordre et les conceptions de l'opposition de gauche, la Ligue Communiste française a entrepris un certain nombre de réunions. Il ne s'agit pas seulement pour elle de discours prononcés dans une salle, c'est tout un travail local. Le travail à l'extérieur est combiné au travail à l'intérieur du parti et tout cela correspond dans la région parisienne à un plan sérieux mais au point pas à pas.

NOTRE REUNION DANS LE 18^e

Notre dernière réunion dans le 18^e arrondissement fut une réunion particulièrement vivante et passionnée, c'est le trait de la plupart des réunions que nous organisons. Nous avons tenu cette réunion malgré l'agressivité d'une minorité qui ne craint pas d'interrompre, d'injurier et de calomnier parfois, mais le nombre des agressifs décroît petit à petit et seuls quelques énergiques n'hésitent pas à tenter d'en venir aux coups comme ce fut le cas dans le 18^e. Une remarque générale s'impose, c'est le faible niveau idéologique d'un assez grand nombre de membres du parti. A l'occasion de la réunion du 18^e, nous avons pu apprécier tout cela de très près par l'intervention du jeune Le Bail qui dans sa violence voulut fuir à l'extérieur l'organisation de la controverse du Boxing à laquelle il a participé.

Malgré ces tentatives de sabotage malgré le mot d'ordre de quitter la salle après la contradiction, la réunion se fit du commencement à la fin sous notre direction : toutes les idées de l'opposition de gauche furent développées et passionnément applaudies. Une littérature importante fut distribuée.

Cette réunion du 18^e fut une réunion particulièrement ouvrière et vivante ; près de 200 ouvriers y participèrent. Si notre groupe de travail dans le 18^e continué à approfondir les résultats acquis, notre influence ne tardera pas à progresser dans ce arrondissement particulièrement ouvrier et à reconstituer un noyau communiste solide contre la dégénérescence stalinienne et l'anti-communisme des pupistes.

NOTRE REUNION A MARSEILLE

Nos camarades de Marseille avaient organisé vendredi dernier une réunion publique sur la situation en Allemagne. Une bonne préparation avait été faite par tracts et affiches.

Près de 250 personnes se pressèrent dans la Salle du Café de la Poste. Notre camarade Vautier fit un exposé des positions de l'opposition devant la venue d'Hitler au pouvoir. Il fut écouté dans le plus grand calme par l'assistance.

Plusieurs militants apportèrent le point de vue stalinien, mais sans répondre à nos arguments. A leur avis, tout va bien en Allemagne, le parti choisira son heure et c. etc. Ces camarades

montrèrent une incompréhension profonde des problèmes énormes soulevés par la tentative fasciste en Allemagne. Et au lieu de répondre à nos arguments ils reprirent une série de calomnies et d'injures contre l'opposition. Tout le répertoire connu de défilés : ennemis de l'U. R. S. S., saboteurs, etc.

Mais ces arguments-là ne plurent pas à l'assistance. Nombreux étaient les camarades du parti qui recréaient le vide des exposés stalinien. Nombre de camarades présents nous approuvèrent.

Ainsi, les problèmes de la révolution allemande ont été soulevés avec force à Marseille. Dans le parti, la question sera posée.

L'opposition à Marseille a devant elle la tâche de convaincre les meilleurs éléments ouvriers, de les amener fraternellement à une meilleure compréhension de la tactique communiste, en étant étroitement unie à eux dans toutes les luttes contre le capital.

Notons qu'un ouvrier socialiste ne vint défendre le point de vue de son parti.

Notons aussi que le parti ne fut pas officiellement représenté, malgré l'invitation que nous lui avions fait parvenir par lettre.

Une bonne diffusion de brochures et journaux fut faite.

REGION PARISIENNE

PERMANENCE

Nous rappelons à tous nos lecteurs qu'une permanence est tenue régulièrement au siège de la Vérité, tous les jours, de 18 h. 30 à 20 h. 30. Le samedi, la permanence est ouverte à partir de 15 heures.

BIBLIOTHEQUE

Notre bibliothèque est à la disposition des sympathisants et membres de l'organisation, qui peuvent venir emprunter ou échanger ces livres le samedi après-midi. Un certain nombre de camarades qui ont emprunté des livres ne les ont pas rendus. Après plusieurs avertissements, nous publierons leur nom dans le journal et leur interdirons tout nouveau prêt de livres.

ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale se tiendra dimanche à 14 h. 30 précises. Ordre du jour : La Question française. Le manifeste de la C.E. élargie.

Il est rappelé aux retardataires que cette réunion est la dernière à laquelle pourront être retirées les cartes 1933.

Les camarades de la Ligue ont été appelés à verser le produit d'une journée de travail pour le soutien de l'action de notre section sœur d'Allemagne. Les souscriptions seront recueillies dimanche.

Crise révolutionnaire dans les Balkans

(Suite de la première page)

Le P.C. de Roumanie se trouve actuellement dans une position politiquement avantageuse. Après des longues années d'illégalité et d'isolement, de persécution cruelle des boureaux de la Sigourana, il se voit entouré — après le réveil spontané des masses ouvrières — d'une ceinture solide de protection. C'est là la meilleure garantie qu'il pourra surmonter les difficultés des récentes mesures de répression et maintenir son influence dans la classe ouvrière. Mais comment va-t-il utiliser cette influence. Sous quels mots d'ordre, au nom de quelle stratégie va-t-il diriger le prolétariat roumain? Par la voie leniniste de l'octobre russe ou par la voie stalinienne des expériences funestes d'Allemagne et d'Espagne? Le langage de l'humanité au sujet des événements en Roumanie ne peut que renforcer la méfiance et les inquiétudes : au lieu d'éclaircir ses lecteurs sur les tâches stratégiques et tactiques du prolétariat roumain et balkanique, elle leur sert une limonade de sentimentalité banale et creuse.

La crise de la Société roumaine a renforcé le mécontentement de la bourgeoisie contre son instrument monarchiste. Pour sauver sa domination de classe, elle essaye et essaiera de maintenir son influence sur les masses laborieuses arriérées, surtout la paysannerie par le poison du républicanisme bourgeois, et elle se prépare à abandonner aux masses révoltées l'appât du hohenzollern. Dévoiler ces intentions est la première tâche des communistes. Mais vainement nous cherchons dans l'humanité une explication marxiste des intentions de la bour-

geoisie dans la question : monarchie ou république. A l'analyse marxiste, elle substitue la philosophie du républicanisme vulgaire petit-bourgeois.

La révolution roumaine et, en général, la révolution balkanique, soulevée devant l'avant-garde prolétarienne, sous les tâches stratégiques que la fraction stalinienne a plénièrement imposées en entraînant la chute de la révolution en Chine, la perte des possibilités énormes pour la révolution en Espagne et en Allemagne. La fraction stalinienne persistera-t-elle à opposer à la dictature du prolétariat s'appuyant sur les paysans pauvres la théorie réactionnaire de la dictature des ouvriers et paysans? Vautelle tolérer le jeu républicain de la bourgeoisie, tandis qu'elle repousse la mobilisation des masses paysannes sous des mots d'ordre démocratiques touchant au vil intérêt? Continuera-t-elle à saboter le seul mot d'ordre qui peut assurer et affermir la victoire du prolétariat des Balkans et la continuité internationale de la Révolution. Le mot d'ordre de la Fédération Soviétique des Balkans, étape des Etats-Unis Soviétiques de l'Europe?

Voilà les questions qui décideront le sort de la révolution au Balkans! Nous tâcherons de leur consacrer une place importante de nos préoccupations. D'autant plus importante ici que la France, puissance « protectrice » de la Roumanie, est le tuteur de la réaction qui prolonge son exploitation et sert ses fins militaires. Elle est la force principale à l'aide de laquelle ses valets de la bourgeoisie roumaine oppriment les ouvriers et les paysans de Roumanie et de Bessarabie.

L. TROTSKY

L'économie soviétique en danger

La lettre ci-dessous a été adressée à la rédaction de la « Sz » (Socialistische Arbeiter Zeitung, organe du SAP, parti ouvrier socialiste). Mais après que la presse du SAP eût sans scrupule reproduit la falsification commandée par la bureaucratie stalinienne sur la « liquidation des trotskystes », le camarade Trotsky se vit contraint à renoncer à envoyer la lettre.

Celle-ci n'en conserve pas moins son importance, c'est pourquoi nous la reproduisons ci-dessous :

Chers camarades,

Dans les deux numéros du 11 et 12 janvier de votre journal, vous avez fait paraître un article sur ma brochure « L'Economie soviétique en danger ». Etant donné qu'il s'agit d'une question extrêmement importante, sur laquelle chaque ouvrier révolutionnaire devra tôt ou tard se faire une opinion précise, je vous prie de me donner la possibilité d'expliquer à vos lecteurs par la lettre présente et aussi brièvement que possible les côtés de la question qui, à mon avis, ont été faussement interprétés dans votre journal.

1. Dans cet article il est dit plusieurs fois que vous n'êtes « pas en tout », et « de loin pas en tout » d'accord avec les points de vue de Trotsky sur l'économie soviétique. Des divergences d'opinion entre nous sont d'autant plus naturelles que nous appartenons à des organisations différentes. Cependant je ne peux m'empêcher de regretter que hormis une seule exception — dont nous parlons plus loin — vous n'ayez pas indiqué quels sont les points de vue avec lesquels vous n'êtes pas d'accord. Souvenons-nous comment Marx, Engels, Lénine blâmaient et condamnaient le fait d'étudier des questions essentielles et de

s'exprimer le plus souvent par la formule creuse « être de loin pas d'accord en tout ». Chaque ouvrier révolutionnaire peut exiger que son organisation et son journal prennent une position précise et claire sur les questions concernant l'édification socialiste en URSS.

2. Sur un seul point seulement votre article essaie de se délimiter d'une manière plus concrète de mes points de vue. « Nous pensons — écrivez-vous — que, Trotsky considère les choses d'une façon un peu trop unilatérale, lorsqu'il fait retomber la responsabilité essentielle de cet état de choses sur la bureaucratie stalinienne » (1)... Plus loin l'article explique que la faute essentielle n'incombe pas à la bureaucratie, mais au fait que l'économie se trouve devant des tâches trop vastes, pour la résolution desquelles les forces qualifiées nécessaires sont défaut. Mais qui donc a posé ces tâches exagérées, sinon la bureaucratie? Et qui donc a averti à temps des dangers que renferment leur rythme exagéré, sinon l'opposition de gauche? Il s'ensuit donc que c'est justement votre article qui « fait retomber » toute la faute sur la bureaucratie.

Les reproches que vous m'adressez sont injustes pour une raison plus profonde encore. Faire retomber la responsabilité de toutes les difficultés et de tous les phénomènes de la crise sur la fraction dirigeante, seul le pourrait, dites-vous, celui qui croit à la possibilité d'un développement systématique de la société socialiste dans des limites nationales. Mais ce n'est pas là mon point de vue. Les difficultés essentielles de l'URSS résultent : a) de l'état économique et culturel arriéré, qui force l'Etat soviétique à résoudre beaucoup de tâches qui, dans les pays avancés sont résolues

par le capitalisme ; b) de l'isolement de l'Etat ouvrier dans une époque où la répartition du travail entre les Etats du monde entier est devenue la condition essentielle des forces productives nationales.

3. Nous n'accusons pas la fraction stalinienne d'être responsable des difficultés objectives, mais nous l'accusons de ne pas comprendre la nature de ces difficultés, d'être incapable de prévoir la dialectique de leur développement et d'être responsable des erreurs ininterrompues de la direction qui en résultent. Loin de nous élever contre la pensée d'expliquer cette « incompréhension » et cette « incapacité » par les défauts personnels des différents dirigeants, il s'agit du système de pensée, de la direction politique des fractions issues du vieux bolchevisme. Nous observons dans la direction économique de Staline la même méthodologie que dans la direction politique de Thaelmann. On ne peut pas lutter efficacement contre les zig-zags de Thaelmann, si l'on ne comprend pas qu'il ne s'agit pas de Thaelmann, mais de la nature du centrisme bureaucratique.

4. A un autre endroit votre article rappelle que l'opposition de gauche, et avant tout Rakovsky, a averti à temps des dangers que comporte l'accélération des rythmes de l'édification. Mais immédiatement après, vous écrivez que Boukharine, Rykov et Tomsy auraient lancé des avertissements analogues. Votre article souligne deux fois la perspicacité de ces derniers, sans rappeler d'un seul mot l'opposition irrédicible entre l'opposition de droite et celle de gauche. Pour moi il est d'autant plus nécessaire d'apporter de la clarté à ce sujet que justement la fraction stalinienne fait tous ses efforts pour voiler ou pour effacer les profonds contrastes qui existent entre l'aile opportuniste et l'aile marxiste du camp bolcheviste.

Depuis 1922 l'opposition de gauche ou plutôt son futur état-major, a mené une campagne pour l'élaboration d'un plan quinquennal, dont l'axe devait être l'industrialisation du pays. Dès cette époque nous avons prouvé que l'allure de développement de l'industrie nationalisée pourrait dépasser dès les prochaines années l'allure

du capitalisme russe (6 % d'augmentation annuelle) « de deux, trois fois et plus ». Nos adversaires disaient de ce plan qu'il n'était rien qu'une « fantaisie industrielle. Boukharine, Tomsy, Rykov ne se distinguèrent de Staline-Molotov qu'en luttant encore plus àprement qu'eux contre notre « superindustrialisation ». Théoriquement la lutte contre le « trotskysme » fut alimentée presque exclusivement par Boukharine. Sa critique du « trotskysme » a, d'ailleurs par la suite servi de plate-forme à l'aile droite.

Au cours d'une série d'années Boukharine préconisa, pour employer sa propre expression, « l'allure de tortue » de l'industrialisation. Il continua à la préconiser aussi bien lorsque l'Opposition de gauche exigea le passage au plan quinquennal et à des rythmes accélérés de l'industrialisation (dans les années 1923-28) que pendant les années du zigzag d'ultra-gauche des Staliniens, lorsque l'Opposition de gauche lança ses avertissements contre la transformation du plan quinquennal en plan de quatre ans et surtout contre la collectivisation aventureuse (dans les années 1930-32). Boukharine fut l'interprète non pas de l'appréciation dialectique de l'économie et de son développement contradictoire, mais d'une attitude opportuniste et d'un minimalisme économique dès le début.

5. L'absence de fondement avec laquelle votre article mélange la critique de Boukharine avec celle de Rakovsky est éclairée par la circonstance suivante : A peu près le jour même où votre journal rappela le soi-disant perspicacité de Boukharine dans le passé, celui-ci renia lui-même au plénum du C. C. catégoriquement et complètement toutes ses anciennes critiques et pronostics, les jugeant entièrement faux (« Pravda » du 11 janvier 1933). Cependant Rakovsky n'a rien renié au plénum, non pas parce qu'il est enchaîné à Barnaoul comme déporté, mais parce qu'il n'a rien à renier.

6. Immédiatement après la parution de ma brochure « L'Economie soviétique en danger » il y eut un revirement dans la politique économique soviétique qui jette

une lumière très crue sur le problème qui nous occupe et permet le contrôle infaillible de tous les pronostics des différentes fractions. En deux mots l'histoire du revirement est la suivante :

La XVII^e conférence du P.C.R. approuva en janvier 1932 les principes du deuxième plan quinquennal. Le rythme de l'augmentation de l'industrie fut fixé à environ 25 % et Staline déclara à la conférence que cela n'était que la limite minimum, et qu'au cours de l'élaboration du plan ce pourcentage devrait être et serait augmenté.

L'Opposition de gauche caractérisa toute cette perspective comme un fruit de l'aventurisme bureaucratique. Il va de soi qu'elle fut accusée de tendance pour la contre-révolution, pour l'intervention du Japon et pour la restauration capitaliste, sinon féodale.

Un an exactement s'est écoulé. Au dernier plénum du C. C. Staline présenta un nouveau projet du deuxième plan quinquennal. Il ne mentionna pas d'un seul mot les rythmes approuvés comme minimum il y a un an. Personne ne se décida à le lui rappeler. Maintenant Staline a proposé pour le deuxième plan quinquennal 13 % d'augmentation annuelle. Nous n'en tirons pas du tout la conclusion que Staline veut provoquer l'intervention japonaise et le rétablissement du capitalisme. Mais nous tirons la conclusion que la bureaucratie en est venue à abaisser ses rythmes non pas sur la base de prévision marxiste, mais après coup, après s'être heurté le crâne contre les conséquences les plus néfastes de son propre aventurisme économique. C'est justement pour cela que nous pensons que le nouveau zigzag qui lui est imposé ne contient aucune garantie pour l'avenir.

Les différences entre les trois conceptions (droitière, centriste et marxiste) ressortent encore plus crûment dans le domaine de l'agriculture. Mais ce problème est trop complexe pour pouvoir être effleuré même superficiellement dans le cadre d'une lettre à la rédaction. Au cours des semaines prochaines j'espère faire sortir une nouvelle brochure sur les perspectives de l'économie soviétique.

Prinkipo, le 26 janvier 1933.

Les jeunes chômeurs et la J.O.C.

La J.O.C. organise sa charité pour les chômeurs. Profitant de la misère qui règne dans les foyers ouvriers, l'Eglise étend sa patte sur les jeunes chômeurs, déploie sur eux les filets de sa « charité ».

Mais un autre côté de son œuvre « consiste dans sa collaboration avec le patronat pour répartir sur le dos des ouvriers les frais de la crise. La J.O.C. aide le patron l'organe jociste Le Jeune Chômeur donne l'exemple suivant à imiter :

« Lorsqu'il a fallu mettre une partie du personnel à pic, le directeur fit prendre conseil, par chaque chef de salle, sur la liste des ouvriers à renvoyer pour savoir si elles n'étaient pas nécessairement chargées de famille.

Quand les chefs n'y songent pas ou ne savent pas, c'est à nous d'y songer, ou d'avertir.

C'est ainsi que, discrètement (!) une jociste, en apprenant la mise à pied de 28 ouvriers sur 8 de la salle (une paille !), avertit la direction de l'usine que, parmi elles, il y en avait 3 dont on attendait le gain, leur famille étant dans la misère. On tint compte de leur détresse et les ouvrières ne furent pas renvoyées (bien entendu trois autres l'ont été à leur place !)

Puis c'est l'apologie des comités de chômage à l'usine dont on vante surtout celui de Lille.

« Le Comité, approuvé d'ailleurs par le patron, se réunit régulièrement pour entendre et citer les cas intéressants (! ! !) de travailleurs en chômage à l'usine. Les amendes perçues (charité chrétienne ! ! !) plus les contributions volontaires sont réunies pour eux. Et chaque fois le patron y ajoute une somme. (Quel philanthrope !)

L'Eglise opère ainsi un chantage hypocrite et renforce sa puissance au service des patrons. A bas la charité patronale sur le dos des ouvriers ! Vive la lutte des jeunes chômeurs dans leurs comités pour arracher leurs légitimes revendications !

LE VRAI VISAGE DE LA J. O. C.

Sous ce titre la Jeunesse Ouvrière de la première quinzaine de février publie une réponse à l'« avant-garde ». Nous y trouvons le délicieux passage suivant :

« Ce que nous voulons enfin c'est collaborer en toute indépendance (? ? ?) avec ceux qui veulent plus de justice... avec ceux qui veulent le Christ dans les affaires... (les points de suspension sont dans l'article, et servent de commentaires) »

Pas-de-Calais

L'EXPLOITATION HONTEUSE DES JEUNES GALIBOTS

De toute la classe ouvrière, les jeunes et les femmes furent assurément de tout temps les plus exploités, mais où cette exploitation se développe le plus, c'est sans aucun doute au fond de la mine. A peine sortis de l'école, et encore bien faible sur ses frêles jambes de prolétaire mal nourri, il faut déjà qu'il aide le père à nourrir le reste de la famille. Un beau jour, revêtant l'habit de toile bleue, il devient un exploité de plus sur lequel le patronat va avoir la mainmise; le travail du jeune galibot n'est pas un sinécure. Que les jeunes exploités des autres corporations ne croient pas que le patronat ait pitié de la faiblesse de l'écolier d'hier.

Le galibot arrive généralement sur le sentier à 6 h. 1/2. Depuis déjà 1 heure les ouvriers sont à la tâche, déjà couverts de sueur et abattent le charbon à une vitesse chaque jour plus grande. Déjà le charbon s'entasse et le rôle du galibot commence. Son travail consiste à charger le charbon abattu dans des berlines. Chaque berline contient 800 kilos de charbon et il n'est pas rare qu'un jeune galibot charge dans ses huit heures de baigne 20, 25 et même 30 berlines de charbon, ce qui fait pour ses faibles bras en chargeant 20 berlines : 16.000 kilos de matière. C'est une exploitation honteuse sur laquelle nous devons attirer l'attention des jeunes ouvriers. Non seulement, le patronat houillier, exploiteur de jeunes chairs, ne se contente pas de demander ce travail formidable, mais encore il abat sur ses faibles épaules, le poids de ses brimades, des mises à pied et des amendes. Gagnant un salaire de famine, les jeunes galibots ont souvent au bout de la quinzaine 2 et 4 fr. d'amende, sans compter les insultes et quelquefois les coups de pied au cul, administrés par les valets du patronat : les porçons. Evidemment, le patronat profite des faiblesses des jeunes qui, en général, ne sont ni syndiqués ni organisés. Aussi, c'est un cri d'alarme que nous lançons ici. Il faut réagir, reprendre hardiment la défense des jeunes mineurs, les appeler à renforcer la Jeunesse communiste pour lutter contre la classe qui les exploite crampalement. Il faut que nos dirigeants des Jeunesses reprennent goût à la lutte. Nous, opposés de gauche, il nous faut prendre l'initiative d'aller chez les jeunes ouvriers, leur montrer l'exploitation qu'ils subissent, qu'ils doivent s'organiser fortement dans les organisations révolutionnaires et dans les syndicats. Que chaque jeune comprenne la nécessité de s'organiser pour qu'on ait enfin, à compter sur la force jeune et combattive de la jeunesse ouvrière.

O. Freed.

SAMEDI 18 MARS, à 20 h. 30
GRANDE FÊTE DE LA JEUNESSE LABOIREUSE
Salle des Jeunesses Républicaines, rue Dupetit-Thouars
avec la participation du groupe théâtral de Decroux, du Théâtre de l'Atelier
Participation aux frais : 2 fr.
Le programme complet paraîtra incessamment

SOUSCRIVEZ, ENVOYEZ-NOUS DES ABONNES...
LA JEUNESSE LABOIREUSE
23, rue des Vinaigriers (10^e)
Parait le Jeudi
PRIX DU NUMÉRO : 0,50
ABONNEMENTS :
Un an..... 20 francs
Six mois..... 10 francs
Chèque Postal : FRANK, 136.855 - PARIS

KARL MARX

Adresse à la Ligue des Communistes

Dans quelques jours, le prolétariat commémorera le cinquantième de la mort de Karl Marx, du révolutionnaire qui a donné au prolétariat les bases théoriques et pratiques de sa libération et de la transformation de la société.

Depuis cinquante ans, la pensée de ce « titan » a guidé le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Contre toutes les déviations et les falsifications, elle s'est incarnée dans l'avant-garde vivante du prolétariat révolutionnaire, dans l'Internationale communiste de Lénine et de Trotskiy, dans la révolution victorieuse d'Octobre. La commémoration de la mort du théoricien et du guide révolutionnaire du prolétariat ne peut s'accomplir dans des cérémonies mortes : elle réside dans la divulgation, la discussion à la lueur des problèmes actuels, l'approfondissement de la compréhension des œuvres géniales de Marx. Nous reproduisons ici le texte de l'adresse à la Ligue des Communistes (mars 1850) dans laquelle Marx dégage le rôle du prolétariat et de son avant-garde dans la crise révolutionnaire de la société. Le processus réaliste de la tactique révolutionnaire du prolétariat, la netteté et l'intransigeance dans la poursuite de ses buts sont déjà manifestes dans cet appel. Il fut écrit au lendemain des révolutions de 1848 dans lesquelles en France et surtout en Allemagne, la démocratie bourgeoise et petite bourgeoise avait démontré son rôle. Marx écrivait à Engels qu'à cette époque la bourgeoisie avait préféré la paix dans l'esclavage à la seule perspective de combattre pour la liberté. Ce texte de 1850, riche de sens révolutionnaire, plein des enseignements du rôle rempli par la démocratie petite bourgeoise dans les révolutions de 1848, constitue une étape importante dans le développement de la théorie marxiste de la Révolution Permanente :

« Il est compréhensible que, dans les prochains conflits, comme dans les précédents, les ouvriers devront obtenir la victoire par leur courage, leur énergie et leur dévouement. Comme toujours, dans cette lutte, la petite-bourgeoisie restera aussi longtemps que possible hésitante, indécise et inactive, pour, ensuite, utiliser la victoire pour ses propres intérêts, dès qu'elle sera obtenue, inviter les ouvriers au calme et à la reprise du travail, empêcher de soi-disant excès et exclure le prolétariat des fruits de la victoire. Le prolétariat n'est pas en mesure d'empêcher les démocrates petits-bourgeois d'agir ainsi, mais il peut s'opposer à ce qu'ils s'élèvent en face du prolétariat armé, et leur imposer de telles conditions que la domination des démocrates bourgeois porte en elle, dès le début, le germe de sa disparition, et facilite considérablement son remplacement futur par la domination du prolétariat. Avant tout, les ouvriers doivent s'efforcer, pendant la lutte, et immédiatement après, de s'opposer aussi énergiquement que possible au sabotage bourgeois et

obliger les démocrates d'exécuter leurs promesses révolutionnaires actuelles. Ils doivent employer toutes leurs forces à maintenir le plus longtemps possible l'état d'esprit révolutionnaire et à empêcher qu'ils ne disparaissent immédiatement après la victoire. Loin de s'opposer aux soi-disant excès, à l'exercice de la vengeance populaire contre des personnalités haïes ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, ils doivent non seulement supporter l'exercice de cette vengeance, mais en prendre eux-mêmes en mains la direction. Pendant la lutte et après la lutte, les ouvriers doivent, à côté des revendications des démocrates bourgeois, formuler à chaque occasion leurs propres revendications. Ils doivent exiger des garanties pour les ouvriers, aussitôt que les démocrates se préparent à prendre le pouvoir en mains. Ils doivent, si cela est nécessaire, imposer ces garanties et obliger le nouveau gouvernement à faire toutes les promesses et toutes les concessions possibles, ce qui est le meilleur moyen de le compromettre. Ils doivent s'efforcer de diminuer l'ivresse de la victoire et l'enthousiasme pour le nouvel état de choses qui se produit après chaque combat victorieux, par leur façon calme de comprendre la situation et par une attitude de méfiance ouverte vis-à-vis du nouveau gouvernement. A côté des organes de gouvernement officiels, ils doivent établir leurs propres organes ouvriers, soit sous la forme de conseils de districts, soit sous la forme de clubs ou de comités ouvriers, de manière à ce que les organes du gouvernement démocratique-bourgeois non seulement percent tout appui chez les ouvriers, mais soient soumis au contrôle et à la surveillance d'organes s'appuyant sur les masses ouvrières. En un mot : dès le lendemain de la victoire, la méfiance des ouvriers ne doit plus être dirigée contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui prétend exploiter à son profit exclusif la victoire commune. Mais, pour pouvoir s'opposer énergiquement, et d'une façon menaçante, à ce parti, dont la trahison à l'égard des ouvriers se manifesterait dès le lendemain de la victoire, les ouvriers devront être armés et organisés. L'armement du prolétariat tout entier, à l'aide de fusils, de carabines, de canons et de munitions, devra être entrepris immédiatement, afin de s'opposer à la reconstitution de la vieille garde civique, dirigée contre les ouvriers. Là où cela ne sera pas possible, les ouvriers devront s'organiser indépendamment en garde prolétarienne, avec des chefs et un état-major choisis par eux, sous les ordres, non plus de l'Etat, mais des conseils révolutionnaires nommés par les ouvriers. Là où les ouvriers travaillent pour l'Etat, ils doivent s'armer et s'organiser en un corps spécial, avec des chefs élus, ou comme section de la garde prolétarienne. Les mines et les munitions ne de-

ront être abandonnées sous aucun prétexte : toute tentative de désarmement devra être repoussée par la force, si cela est nécessaire. Destruction de l'influence des démocrates-bourgeois sur les ouvriers, organisation armée indépendante et immédiate des ouvriers, établissement de conditions les plus compromettantes possibles pour la domination momentanément inévitable de la démocratie bourgeoise...

« Nous avons vu comment les démocrates parviendront au pouvoir, au cours du prochain mouvement, comment ils se verront obligés de proposer un certain nombre de mesures d'un caractère plus ou moins socialiste. On demandera quelles sont les mesures que les ouvriers devront y opposer ? Naturellement, au début du mouvement, les ouvriers ne peuvent pas encore proposer de mesures directement communistes. Mais ils peuvent : 1° obliger les démocrates à intervenir le plus possible dans l'ordre social existant, à troubler sa marche régulière et à se compromettre eux-mêmes, de même qu'à concentrer dans les mains de l'Etat le plus de forces productives, de moyens de transports, de fabriques, de chemins de fer, etc... possible dans les mains de l'Etat ; 2° ils peuvent utiliser les propositions démocrates, qui n'agissent pas dans un sens révolutionnaire, mais seulement dans un sens réformiste, pour les transformer en attaques directes contre la propriété privée. Ainsi, par exemple, si les démocrates bourgeois proposent d'acheter les chemins de fer et les fabriques, les ouvriers doivent exiger que ces chemins de fer et ces fabriques soient confisqués purement et simplement et sans indemnité par l'Etat, comme étant la propriété des réactionnaires. Si les démocrates proposent des impôts proportionnels, les ouvriers doivent proposer des impôts progressifs. Si les démocrates proposent des impôts légèrement progressifs, les ouvriers devront proposer des impôts montant avec une telle rapidité que le gros capital en sera ruiné. Si les démocrates demandent la régularisation des dettes publiques, les ouvriers devront en exiger la suppression. Ainsi donc, les revendications des ouvriers devront être toujours établies d'après les concessions et les mesures des démocrates... Les démocrates s'efforceront, ou de travailler directement à la République fédérative, ou, du moins, s'ils ne peuvent pas empêcher la création d'une République une et indivisible, ils essaieront de paralyser le pouvoir central en exigeant la plus grande indépendance et autonomie des provinces et des districts. A cela, les ouvriers devront, non seulement opposer la République une et indivisible, mais exiger également la concentration de la puissance publique dans les mains de l'Etat. Ils ne devront pas se laisser tromper par le bavardage démocratique sur l'autonomie régionale, etc... Leur cri de guerre doit être : la Révolution en permanence ! »

Lille

REPONSE AU « CRI DES JEUNES »

Le Cri des Jeunes, comme il fallait s'y attendre, interprète à sa façon et selon son intérêt l'intervention de notre camarade Humbert, au Conservatoire de Lille.

Pour un révolutionnaire et un marxiste, il n'est rien qui puisse lui faire craindre de parler à un auditoire réformiste et même réactionnaire, pour y développer ses conceptions. Humbert s'était donné pour tâche, au Conservatoire, d'apporter des arguments sérieux et non des injures qui ne convainquent jamais.

En montant à la tribune, il fut obligé de regretter amèrement l'absence de nos camarades des J.C. de Lille, et leur reprocha d'avoir manqué à leur devoir de communiste, en ne venant pas devant ces centaines d'ouvriers, démasquer la politique de trahison des chefs socialistes et développer les principes du communisme.

Après avoir démonté que la théorie du social-fascisme ne donne pas une explication exacte du rôle de la social-démocratie instrument démocratique, parlementariste de la domination bourgeoise, notre cam. s'est catégoriquement déclaré contre l'unité politique avec cette II^e Internationale qui fit faillite en 1914, dont les dirigeants, ministres des gouvernements de guerre, menèrent au massacre des milliers d'ouvriers allemands et français qui, comme Noske et Scheidman, assassinèrent, avec Liebknecht et Rosa Luxembourg, noyèrent dans le sang l'insurrection spartakiste.

Developpant ensuite la doctrine de Lénine, il s'est déclaré partisan de l'unité syndicale, le seul moyen réel pour les révolutionnaires de se lier aux masses réformistes trompées par la social-démocratie, et de les mener à la lutte révolutionnaire que les Jouhaux évitent et craignent avant tout.

Le Cri des Jeunes, d'autre part, interprète à sa manière nos articles sur notre C.E. élargie : « Que la bourgeoisie et son agent la social-démocratie se servent de nos critiques contre le parti communiste, cela n'est pas nouveau et ne peut en rien nous empêcher de les faire, car la critique est pour les révolutionnaires les marxistes, le seul moyen d'éviter de nouvelles fautes, et de conduire dans la bonne voie, dans la voie révolutionnaire. »

Le Cr. des Jeunes demande aux nombreux travailleurs du Boxing-Hall de juger quels sont les défenseurs sincères de la classe ouvrière : à l'unanimité, ils avaient acclamé une résolution contre la répression capitaliste.

L'Avant-Garde publiait dans sa presque totalité cette affirmation de 1.500 jeunes ouvriers de lutte contre la répression capitaliste ou du moins elle n'enlevait rien à son sens de lutte de classe.

Le Cri des Jeunes, lui, n'a pas eu le courage de publier cette résolution que les siens avaient adoptée par démogogie : c'était peut-être l'alter-ego de ce que nous publions intégralement la résolution du Boxing-Hall, mais l'outier, ou plutôt la cachot, c'était la trahison.

Les jeunes travailleurs du Boxing-Hall ont certainement jugé les fautes que la J.C. peut faire, c'est à nous, jeunes communistes, de les critiquer, de les réparer, c'est à nous, jeunes opposés, de redresser la politique de l'I.C., de faire le travail qu'elle ne fait pas, d'aider de l'influence réformiste les jeunes travailleurs. Les fautes, si l'on s'y prend à temps, peuvent se réparer, mais les trahisons ne se rachètent jamais.

C'est ce qu'on a compris des jeunes socialistes après le Boxing-Hall et le Conservatoire de Lille : plusieurs d'entre eux sont venus à nous, décidés à entrer dans la J.C. pour la renforcer et à mener avec nous, opposés, et avec nos camarades des J.C. la véritable lutte révolutionnaire.

Marseille

AVORTEMENT D'UNE CONTROVERSE

Le Parti avait poursuivi ses pourparlers avec « l'Union Socialiste » et « l'Unité socialiste », en vue de l'organisation d'une controverse sur l'unité du prolétariat.

Comme nous l'avons déjà écrit, les groupes de l'Union et de l'Unité socialistes appuyaient la demande de l'opposition de gauche de participer à l'organisation de cette controverse.

Le parti refusait. Il déclara d'abord que « l'opposition ne représentait rien ». Ensuite il apporta un autre argument : « l'opposition de gauche défend la thèse communiste. Elle n'a donc pas besoin de participer puisque le P.C. défendra cette thèse » (!)

En fin de compte les pourparlers furent rompus, devant le refus persistant du parti d'admettre la participation de la gauche à la controverse.

Une fois de plus, les dirigeants centristes montrent leur cruauté de s'exprimer contradictoirement devant les ouvriers. Mais même cette dérobade échouera. Lors du meeting contradictoire organisé par le Parti seul, l'opposition apportera les idées de Lénine sur cette grande question de l'Union et de la division dans le camp prolétarien.

MANIFESTATION DES FONCTIONNAIRES

Vendredi dernier eut lieu une manifestation de rue, à l'appel du cartel unitaire élargi, contre les projets financiers du gouvernement. Un millier de protestataires monta jusqu'à la Bourse, du Travail où s'opéra la dislocation après une brève intervention de deux camarades.

Signalons aussi un meeting commandé par les syndicats de l'enseignement confédéré, unitaire et des directions d'école, qui prépara une manifestation commune (grève d'une heure) pour lundi — manifestation dont le principe a été admis pour tout le pays et toutes les catégories de fonctionnaires, par les dirigeants réformistes.

Saisissons l'occasion de souligner l'attitude ridicule des dirigeants du Syndicat de la Seine de l'Enseignement qui... accusent la direction de la Fédération de l'Enseignement de capituler devant le réformisme parce qu'elle préconisait, non seulement le mouvement d'une heure, mais la préparation de la grève de 24 heures. Maintenant, c'est la direction MOR de la Seine qui est à la queue des réformistes ! Participons au mouvement, entraînons-le, préparons, pour le 1^{er} mai, une grève de 24 heures !

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.
Le Gérant : P. Frank.
Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Beauregard, Paris

Paris

LA GREVE DES FERS EMAILLES

Cette grève, malgré qu'elle ne se soit pas déclenchée dans une des plus grosses boîtes de l'XIII^e, n'en constitue pas moins un point important de la lutte des travailleurs de ce coin, très industriel. Cette grève est la première qui se soit déclenchée dans le 13^e depuis de longs mois. Spontanément, sans aucune préparation, des travailleurs, tous inorganisés, ont répondu par la grève aux nouvelles attaques du patronat contre les salaires. La grande majorité des exploités de l'usine des Fers Emailles, se compose d'ouvriers Nord-Africains et de femmes. Ceci nous aide à comprendre la ferocité des attaques patronales. Déjà, l'année dernière, les salaires de nos camarades Algériens, surexploités par les heures supplémentaires, les mises à pied, les brimades des contremaîtres, subissaient une première attaque. Nos camarades opposés (à l'époque où ils étaient encore membres du parti) avaient répondu par un tract vigoureux appelant les travailleurs algériens à la lutte commune avec les travailleurs européens.

Cette année, la manœuvre patronale a tenté de diviser les travailleurs en opérant une nouvelle diminution de 10 pour cent sur une partie des ouvriers. Le résultat de toutes ces manœuvres du patronat est que tous les exploités de la boîte sont finalement diminués de 25 pour 100.

Malheureusement si la riposte ouvrière fut vigoureuse, elle fut trop spontanée pour aboutir. Une centaine d'ouvriers inorganisés sortirent en grève. Huit jours durant les ouvriers et les colons continuèrent la lutte, avec le soutien d'une couche importante des ouvriers du 13^e.

Aux piquets de grève, nos camarades opposés n'étaient pas les derniers à prêter main forte aux grévistes.

Faute de préparation sérieuse, les grévistes furent contraints de battre en retraite, la rage au cœur, mais avec le sentiment de continuer la lutte. Au cours d'une assemblée des grévistes, 40 adhésions environ furent recueillies au Syndicat Unitaire. Cette première grève doit être, avec nos efforts conjugués, le point de départ d'une riposte vigoureuse des travailleurs du 13^e.

AU MEETING DE LA 9^e SECTION SOCIALISTE

A la veille des manifestations de fonctionnaires, le P. S. avait organisé un meeting central à la Salle Cadet, meeting préparé par la 9^e section et qui n'obtint qu'une salle à moitié pleine.

Jeanne Buisson, Grumbach et le député Perrin nous apportèrent les pleurnicheries habituelles ainsi que les mots d'ordre creux et purement verbaux, débités sur un auditoire sans chaleur.

La section du P. S. R. L. qui avait, à l'entrecœur, distribué un tract invitant les « camarades socialistes » à faire le front unique sur l'Unité totale, renouvela sa proposition du haut de la tribune par son délégué Lutz.

Puis ce fut la contradiction communiste qui assurait notre camarade Gérard. Celui-ci appuya d'abord fermement la proposition du P. S. R. L. ; ensuite il releva vertueusement les propos de Perrin relatifs à la naissance de la « jeune et belle république allemande de 1919 » en rappelant aux auditeurs le crime des Noske et des Scheidemann.

Les camarades présents de l'opposition de gauche et du parti soutinrent ensemble le camarade du S. R. L. ainsi que celui de la Ligue communiste et se dressèrent en commun contre la mensongère réponse finale de Farinet.

Pour une controverse à Lille

On se souvient que notre Groupe des Jeunes de Lille, le 26 décembre, avait demandé par lettre, à toutes les organisations de jeunes, l'organisation en commun d'une controverse.

La J.P.P. avait refusé, les J.C. avaient accepté sous réserve que les socialistes acceptent ; les socialistes n'avaient pas répondu, mais avaient invité à la controverse dans leur meeting du Conservatoire, un orateur du groupe des jeunes opposés, et un des J.C. qui s'est dit O. E.

Aujourd'hui, les étudiants socialistes (qui ont à Lille un groupe très important) ont accepté d'organiser avec nos camarades la controverse et d'envoyer une lettre commune aux divers organismes dans laquelle ils pensent que les propositions des jeunes opposés et de gauche, de faire une cause publique sur l'unité de la jeunesse ouvrière détermineront les bases d'un accord, qui permettra de créer un Comité d'Entente pour l'unité de la Jeunesse.

Camarades, dit la lettre, nous croyons que vous ne pouvez pas refuser, car, pour les uns comme pour les autres, cette controverse ou confrontation publique permettra tout aux jeunes ouvriers qu'aux jeunes étudiants, de se déterminer sur une base révolutionnaire et d'appuyer la création de ce Comité d'Entente.

Camarades des J.C., l'argument de tomber dans un piège, comme vous l'avez allégué par lettre au Conservatoire, tombe de lui-même par le fait que lui, nous aurons une responsabilité commune sur la réglementation des débats.

Camarades des J.S., la réunion du Conservatoire n'est pas suffisante pour la jeunesse ouvrière, parce qu'elle n'a eu qu'une action, nous pensons que la préparation d'une confrontation d'idées créera une communauté de pensée sur certaines questions, comme : amnistie générale, assurances, congés, etc... Cette controverse sera le premier pas vers la création de ce Comité d'Entente en vue de l'unité d'action.

Les J.P.P. ont déjà répondu favorablement, cette fois, à la lettre. Nous pensons que les J.C. et J.S. ne se démentiront pas. Si les J.C. se démentent, il revient aux jeunes opposés de gauche la tâche de défendre les principes communistes et d'organiser la campagne pour l'unité d'action de la jeunesse laborieuse.

Sur une rectification

A LA REDACTION :

Je tiens à protester contre les « rectifications » du camarade... qui groupe de la Banque Ouest concernant les débats sur notre Composé d'Action. Il ne s'agit pas de quelques personnes mais d'une déformation de la campagne Lacroix qui, dans le prospectus tout à fait véridique qu'elle nous a remis, nous a informés de la situation de la position de Lacroix.

Depuis longtemps, le camarade Lacroix confond le procès d'indivision et de récession d'une fraction politique avec le processus économique néo-réformiste, à cette occasion, à la suite de la démission de Lacroix, j'ai exprimé notre étonnement de voir que le groupe de la Banque Ouest s'occupait d'un autre procès, des camarades encore liés et agissant dans les organisations socialistes, s'habitués de manifestes sur l'Unité socialiste, nous demandant des statistiques. Le camarade dont il s'agit ayant vu son article publié dans la Ligue communiste tant qu'il n'aurait pas rompu avec les socialistes équivoques, nous avons admis au groupe de la Banque Ouest sans avoir précisé publiquement son abandon des positions de Lacroix.

A aucun moment, le fait est que le groupe de la Banque Ouest était « à la rampe » d'intellectuels équivoques, mais nous continuons à penser que, dans la période actuelle, on ne peut pas unir une fraction dans l'erreur.

Les travaux, l'action quotidienne de l'O. G. I. sont des contributions bien plus positives à une véritable action que tous les bavardages et les recommandations.

Une souscription Internationale pour l'Opposition Allemande

La préférence de l'opposition internationale a décidé de demander à chaque membre de l'opposition un versement d'une journée de salaire en faveur de l'opposition allemande. Les difficultés matérielles de nos camarades sont considérables, et ce geste doit non seulement aider à leur fournir des armes pour combattre, mais aussi manifester concrètement la solidarité de l'opposition internationale et de ses amis envers la Section de l'Opposition allemande qui subit les plus durs assauts.

A tous nos lecteurs, à tous nos amis, nous demandons de nous envoyer rapidement le montant de leur souscription, qui viendra s'ajouter aux versements de nos organisations !

Faites-le sans tarder, dès cette semaine.

Adressez les fonds à La Vérité, 23, rue des Vinaigriers, ou à notre compte chèque postal : Frank 136.855, Paris.

5^e ANNÉE - N° 143
LA VÉRITÉ
Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (Opposition)
23, rue des Vinaigriers (10^e)
Parait le Jeudi
PRIX DU NUMÉRO : 0,50
ABONNEMENTS :
Un an..... 20 francs
Six mois..... 10 francs
Chèque Postal : FRANK, 136.855 - PARIS

LE JEUNE BOLCHEVICK

ORGANE CENTRAL DES JEUNES DE LA LIGUE COMMUNISTE (Opposition de gauche)

ASSEZ DE PALABRES! AUX ACTES!

Vers les jeunes

Le Comité Central et les Jeunesses

La situation est tragique pour la jeunesse laborieuse. Daladier appuyé par la S. F. I. O.) et le Sénat s'attaquent aux salaires des fonctionnaires, frappent des milliers de jeunes postiers, instituteurs, employés, etc. Le décret Chéron réduit au chômage des milliers de jeunes. Le patronat s'attaque sans cesse aux salaires des jeunes ouvriers (fer émaillé, textile d'Armentières, etc.). Tout cela dans une situation internationale embrasée : pendant que la répression fait rage contre le prolétariat et la jeunesse indochinoise ; pendant que le canon tonne dans l'Amérique du Sud et dans le Jehol ; pendant que gronde le volcan balkanique ; pendant que la lutte à mort entre le prolétariat et le fascisme allemand entre dans sa phase décisive.

Face à cette situation les organisations armées de J. P. et camelots et, d'autre part, une jeunesse prolétarienne désarmée, non organisée, influencée dans son énorme majorité soit par les Jeunesses Socialistes (qui groupent plus de 10.000 membres) soit surtout par les multiples organisations religieuses : Jeunesse étudiante chrétienne, Jeunesse agricole chrétienne, Jeunesse maritime chrétienne, Jeunesse ouvrière chrétienne (qui elle seule groupe 60.000 membres) — avec leurs organisations féminines correspondantes — avec les organisations scouts militarisées — groupant 70.000 membres, avec les « Equipes Sociales » qui groupent 10.000 membres dans la seule région parisienne, avec leurs formidables organisations culturelles, musicales, sportives, etc., etc....

Pas d'organisations de jeunes syndiqués — ou peu s'en faut. — Les comités de jeunes chômeurs sont squelettiques, éphémères et presque partout disparus, tandis que la JOC par sa démagogie, son hypocrisie, sa corruption élargit chaque jour son influence parmi les jeunes chômeurs.

Quant à notre Jeunesse Communiste — la seule organisation révolutionnaire des jeunes, sa situation est lamentable. L'Avant-Garde tombe encore récemment de 1.200 numéros dans la R. P. Les effectifs continuent à dégringoler depuis le mois de juin. 300 J. C. à Paris (annonce la direction) — une quarantaine à Lille, une cinquantaine à Marseille, une vingtaine à Nantes, quatre plus à Lyon, Bordeaux et dans toutes les grandes villes. Le J. C. perd dans de nombreux centres industriels (comme dernier exemple caractéristique : Montigny-en-Gohelle). Elle est disparue dans des régions entières (Bretagne, Ouest, Bassin de Nancy, etc...). Les cellules vivent surtout dans des petites villes sans valeur stratégique révolutionnaire. Les grandes régions perdent des adhérents. Les nouveaux adhérents ne restent pas. Enfin la J. C. faillit à sa tâche de former des militants et des cadres.

Cette situation il faut avoir le courage de la regarder en face : la politique de l'autruche ne sert à rien.

Face à ce bilan de défaites, nous, les jeunes oppositionnels de gauche nous vous disons : « Il faut en finir avec les zigzags centristes. Il ne faut pas se contenter de phrases sur l'action de masse et le « front unique par en bas ». Il faut que les Jeunes Communistes aillent là où est la masse des jeunes. Il faut sonner le rassemblement de la jeunesse laborieuse dans les mêmes organisations de masses : dans les mêmes syndicats, dans les mêmes comités de jeunes chômeurs, dans les mêmes organisations sportives. Il faut fusionner partout nos organisations auxiliaires, hélas squelettiques — avec les organisations réformistes correspondantes. Il faut y porter hardiment le levain révolutionnaire bolchevik.

Il faut continuer, amplifier sans cesse la lutte pour un front uni, loyal de tous les jeunes travailleurs pour la lutte contre la bourgeoisie. Il faut pour cela des mots d'ordre simples, compréhensibles, acceptables par les jeunes socialistes. Il faut proposer inlassablement le front unique du haut en bas de la jeunesse socialiste. Il faut le proposer partout sans se laisser rebuter par les refus des jeunes cheffillons S. F. I. O. : dans les syndicats, dans les sections J. S., dans la fédération, dans les usines et sur les chantiers.

Il faut, dans ce front unique, ne jamais aliéner la moindre part de notre indépendance idéologique et de notre droit de critique. Mais il faut le réaliser avec comme seule condition : l'ACTION CONTRE LA BOURGEOISIE. Nous communistes, nous savons que toute masse en mouvement devient rapidement une masse révolutionnaire et balaye les réformistes.

Il ne faut se laisser rebuter par aucun refus des cheffillons socialistes.

Au Boxing Hall devant 1.500 jeunes travailleurs, socialistes, pupistes, communistes se sont affrontés pour l'action commune. Ils doivent montrer que ce n'était pas pour eux un alibi.

Il faut dès maintenant mener campagne ardemment pour une véritable conférence de la Jeunesse ouvrière. Il faut que l'opposition de gauche y participe activement non seulement parce qu'elle représente le bolchevisme-léninisme mais parce que des centaines de jeunes prolétaires ont manifesté que ses aspirations sont les leurs. Il faut constituer partout des comités d'entente.

Assez de palabres ! Il faut passer aux actes ! Il est grand temps pour le mouvement révolutionnaire, il est grand temps pour la jeunesse ouvrière.

NOUS PROPOSONS A TOUS LES JEUNES OUVRIERS

I. — De constituer des comités d'unité de jeunes syndiqués communs aux centrales syndicales (C. G. T., C. G. T. U., C. G. T. S. R., autonomes, chrétiens...) afin de défendre effectivement les revendications des jeunes ouvriers, de leur donner un sentiment élémentaire de classe et de travailler à la fusion des centrales syndicales.

II. — De constituer un mouvement commun des jeunes chômeurs.

III. — De réaliser l'unité de la jeunesse ouvrière sportive par la fusion de la F.S.T. et de l'U. S. S. G. T.

IV. — De créer partout, particulièrement là où la municipalité est socialiste, pupiste ou communiste, des foyers communs pour tous les jeunes prolétaires sans distinction de tendance et pour leurs organisations.

V. — A travers les controverses précisant les positions des divers courants de la jeunesse, de travailler à une conférence nationale de la jeunesse laborieuse pour déterminer les possibilités d'action commune, en particulier sur les points suivants :

a) Pour la défense des salaires et la réduction de la journée de travail ;
b) Pour l'allocation de chômage à tous les jeunes ouvriers ;
c) Pour la défense des jeunes travailleurs soldats et la réduction du service militaire ;
d) Pour les libertés politiques et syndicales complètes aux colonies et la libération des peuples coloniaux ; contre la guerre du Maroc ;

e) Pour une action concertée contre les attaques antisoviétiques ;
f) Pour l'amnistie totale ;
g) Pour libérer les quartiers ouvriers de la vermine A. F. et J. P.

A tous les jeunes communistes
I. — D'engager une discussion sérieuse dans les cellules sur l'orientation de la J. C.
II. — De garantir aux jeunes oppositionnels, membres des J. C., le droit de défendre leur point de vue sans encourir l'exclusion ou des sanctions d'organisation.

III. — De réintégrer le noyau oppositionnel de gauche, exclu des J. C., qui s'engage à la discipline bolcheviste dans le cadre du centralisme démocratique.

La commission Nationale des Jeunes de la Ligue Communiste (Opposition de Gauche.)

Du fond de la prison...

L'Avant-Garde, du 28 janvier est un bel exemple de la contradiction où se débattent les dirigeants des Jeunesses contre les colonnismes centristes et les faits. En deuxième page on nous explique gravement « le rôle du trotskisme dans l'histoire du mouvement ouvrier russe d'avant-guerre en tant que courant typique gauchiste du menchevisme (socialisme) ». Malheureusement pour les centristes, l'Avant-Garde publie en quatrième page une lettre de Karl Liebknecht. Et l'histoire se venge des colonnismes stalinien. De la prison où l'expial se fidélité à la classe ouvrière Karl Liebknecht écrit :

« Lénine et Trotsky ne peuvent rien vouloir d'autre (souligné dans le texte), que ce que j'ai indiqué dans ma lettre. Plus je pense aux actes, plus ils sont clairs à mes yeux, plus je me tranquillise. Plus leur tactique démocratique me paraît riche de prévoyance, ou plutôt moins imprévoyante, tactique qui, remuant les marais, surtout ici, dégage et purifie l'atmosphère. Ici si est vrai qu'il faut que tous, mais tous, les malheurs passent sur nous. Que chaque soldat se souvienne que chaque jour de sueur et de sang qu'il verse aujourd'hui sur l'ordre d'Hitler, soutient la politique des vides-goussets et des imperialistes, offensive d'Hindenburg contre le droit de vote, contre la paix ?
Il faut que Lénine et Trotsky affermissent leur autorité, non seulement par une politique de paix, qui ne peut être que paix honorable et socialiste — on ne peut être — mais encore par une transformation sociale et économique de grand style, c'est-à-dire : qu'ils réalisent la révolution sociale après la révolution politique. »
(Luckau, 14 décembre 1917).

La voix de Liebknecht, à travers les murs de la prison impériale fait justice des colonnismes des social patriotes contre les bolcheviks. Seize ans après, à l'heure où l'histoire est muséifiée et défigurée, elle balaye aussi les insanités centristes sur l'attitude de Trotsky, ses rapports avec Lénine et son rôle dans la révolution d'octobre. Est-ce qu'on n'a pas défiguré l'attitude de Trotsky pendant la guerre ? Est-ce que, dans une réunion du XVIII^e, samedi dernier un responsable des Jeunesses communistes, Leball, ne nous a pas affirmé que Trotsky n'avait été dans la Révolution qu'un aventurier de deuxième plan ? Lénine et Trotsky ! répond l'histoire. Lénine et Trotsky ! disent les journaux, les livres de l'époque. Lénine et Trotsky, dit Karl Liebknecht.

L'histoire associe indissolublement Luxembourg et Liebknecht, les chefs spartakistes assassinés par les sociaux-démocrates sur les ruines de l'insurrection allemande, avec les chefs de l'insurrection victorieuse d'octobre en Russie : Lénine et Trotsky. L'histoire associe indissolublement Liebknecht, l'apôtre du travail antimilitariste pour briser l'armée bourgeoise et la mettre au service du prolétariat, avec le défilé révolutionnaire Trotsky qui veut forcer l'armée rouge des prolétaires pour écarter la bourgeoisie. Leurs noms doivent être unis dans le cœur de tous les jeunes ouvriers révolutionnaires en ces jours d'anniversaires de la création de l'Armée Rouge.

Ils doivent être pour nous le drapeau vivant de l'Armée Rouge telle que l'ont forgée les bolcheviks : non pas le simple parent du socialisme en un seul pays, à l'abri des reculettes et des pactes diplomatiques, mais le premier bataillon en armes du prolétariat international, mettant toutes ses forces au service de la Révolution mondiale et du socialisme.

Chers Camarades,

J'ai appris avec joie que vous entrepreniez la publication de votre propre journal. Un courant révolutionnaire qui n'éduquerait pas la jeunesse se nierait lui-même. Le communisme est dans le monde actuel l'unique tâche de grande envergure, dont la réalisation intégrale exige toute une série de générations. La révolution prolétarienne nécessite la continuité. Assurer cette continuité révolutionnaire, c'est la mission des jeunes, c'est-à-dire la vôtre. Comment le faire ? Le marxisme montre la voie.

La force du marxisme est dans l'union de la théorie scientifique et de la lutte révolutionnaire. C'est sur ces deux rails que doit aller l'éducation de la jeunesse communiste. L'étude du marxisme en dehors de la lutte révolutionnaire peut former des rats de bibliothèque, mais non des révolutionnaires. La participation à la lutte révolutionnaire sans l'étude du marxisme sera inévitablement pleine de hasards, peu sûre et mi-aveugle. Etudier le marxisme en marxiste, on ne le peut qu'en participant à la vie et à la lutte de sa classe : la théorie révolutionnaire se crée par la pratique, la pratique est éclairée par la théorie. Seules les vérités du marxisme qui sont conquises dans le combat entrent dans la chair et dans le sang.

Une lettre de l'Union Soviétique, que j'ai reçue il y a quelques jours, affirme que se sont formés dans tous les centres industriels, malgré les persécutions monstrueuses, les arrestations et les déportations, de nouvelles organisations et de nouveaux groupes de l'opposition de gauche (Bolcheviks-Léninistes), en premier lieu des rangs de la jeunesse ouvrière. Aucune répression ne peut couper la continuité révolutionnaire lorsque le courant s'appuie sur les fondements de la théorie révolutionnaire.

Je souhaite de tout mon cœur à votre journal, d'accueillir avec succès la tâche posée devant lui : l'union de la théorie et de la pratique. Cela ne réussit pas si facilement. Vous ferez des fautes : nous aussi, les vieux, qui disposons d'une certaine expérience révolutionnaire, nous nous trompons assez souvent, plus souvent qu'il ne faudrait. Vous vous instruisez par vos fautes. Les deuxième et troisième pas seront plus assurés que le premier.

Je salue chaleureusement les jeunes prolétaires communistes d'Espagne au nom des milliers et des milliers de nos adhérents, les bolcheviks-léninistes russes, qui mènent le travail dans les usines et dans les mines ou qui sont dispersés dans les prisons et les lieux de déportation de la bureaucratie stalinienne.
Votre L. TROTSKY.

(Lettre aux jeunes oppositionnels d'Espagne). Juin 1932.

La situation des jeunes chômeurs à Lille

A Lille, où le nombre des chômeurs se chiffre par milliers, une importante proportion sont des jeunes, chassés des usines par le manque de travail. Quand ils travaillaient encore, ils ne touchaient que des salaires de famine. Maintenant en chômage, ils ne touchent que des allocations dérisoires.

A Lille, un jeune chômeur ne reçoit comme allocation de chômage que la somme fabuleuse de 3 francs par jour, c'est-à-dire 28 fr. par semaine. Car du pain le dimanche. Mais ici encore les jeunes sont brimés d'une façon ignominieuse, un chômeur adulte touche en plus de son allocation des bons de pain, de viande et de charbon, tandis qu'un jeune chômeur sous prétexte qu'il n'a pas de charge de famille, reçoit juste son allocation.

Nous n'avons pas besoin de décrire la misère d'un jeune chômeur, qui habite seul avec sa vieille mère, comme c'est le cas ici à Lille : un des jeunes camarades qui est chômeur depuis 11 mois, ne touche que 28 francs alors que sa vieille mère qui travaille dans une imprimerie ne gagne que 2 f. 10 de l'heure et cela pour un travail exténuant. Dans ces conditions, on devine que cette famille avait du mal à joindre les deux bouts, manger, acheter des vêtements et le loyer à payer, le jeune chômeur n'avait plus d'argent pour la moindre distraction, nous ne pouvons trouver d'autant que certains s'engagent dans la marine, et qu'il n'y a pas de volonté de subir les vexations de l'armée se donnent la mort.

Mais à la suite du déficit budgétaire de nouvelles mesures vont être prises contre les chômeurs et particulièrement contre les jeunes. Ici à Lille, la municipalité annonce que des enquêtes sérieuses vont être menées, si seule fin de savoir si les jeunes chômeurs vivent encore avec des parents qui travaillent encore, ont assez de ressources pour vivre. Si ces ressources sont suffisantes, on leur supprimera leur allocation de chômage. Déjà, il y a des jeunes qui ne touchent rien, et cela, à Lille, dans une municipalité socialiste, déstabilisant de voir de tels faits se passer.

Nous invitons tous les jeunes chômeurs sans distinction de tendances, à organiser un large front unique pour pouvoir obtenir l'assurance-chômage, l'allocation à 12 francs par jour pour les jeunes et les adultes, des vêtements et des chaussures, et les mêmes droits que les adultes, c'est-à-dire toucher en plus de l'allocation, des bons de pain, de charbon et de viande.

Le Comité central du Parti a examiné assez largement la situation des Jeunesses. Déjà au C. C. de novembre le Parti alarmé avait décidé de prendre en mains les affaires des jeunes. Maintenant Thorez nous dit : « Nous reconnaissons que nous n'avons pas su apporter une aide suffisante au bureau de la Jeunesse, que nous avons laissé se développer de grandes erreurs, de grandes fautes. Nous veillerons à corriger cela. »

Sur le travail anti-militariste soulignons que Perrault déclare — comme nous le faisons depuis toujours — comme nous le faisons l'appréciation qui veut que le travail anti-militariste soit détaché des autres tâches du Parti.

La discussion s'ouvre sur le front unique, en particulier sur la lettre envoyée il y a 6 semaines aux secrétariats des ententes des Jeunesses socialistes de Seine et de Seine-et-Oise : « la lettre de la Fédération des J. C. à la Fédération des Jeunesses socialistes, affirme Lagiri, a pu laisser croire à la possibilité d'une entente entre les dirigeants des organisations et ralentit le courant de front unique ». On se demande en effet par quel tour de force on peut justifier une semblable proposition faite d'organisation à l'organisation lorsque, comme Thorez, dans ce même C. C., on pose comme condition à cette action commune avec les socialistes... « la direction du Parti communiste l'attaque contre la social-démocratie », et qu'on ajoute : « jamais d'entente au sommet ». Huma 18-2-33.

La pagafe est d'ailleurs si complète que Jeannette doit avouer que « la sous-estimation du travail des masses (?) nous a amené à poser la question de l'UNITE ORGANIQUE AVEC LA JEUNESSE SOCIALISTE ». Contre ce danger que nous connaissons dès la fin de décembre, nous, jeunes oppositionnels, avons alerté de toutes nos forces.

Jeannette défend les propositions de front unique aux J. S. « Notre faiblesse », ajoute-t-elle, c'est de ne pas avoir fait des propositions à tous les jeunes et de s'être borné à une lettre adressée à l'Entente socialiste. » Nous sommes bien d'accord, aussi que cela ne suffit pas. Pour nous les propositions d'action ne sont pas un alibi. Nous ne

croions pas, comme Leball le développe dans les cellules, que le front unique doit être proposé une seule fois, avec l'espoir qu'il sera refusé. Nous voulons au contraire l'action commune. Et pour cela il faut la réclamer partout, sans relâche, du haut en bas, de la base au sommet, à l'usine, à la section, dans les meetings. Oui ! Les cheffillons J. S. ont refusé le front unique. Ils le refuseront encore souvent. Mais cela ne doit pas nous rebuter. Il faut revenir sans trêve à la charge. Nous, jeunes oppositionnels, nous répétons nos propositions d'action. Elles sont l'arme la plus décisive pour « participer aux mouvements des masses » comme veut Lagiri et pour entraîner les jeunes socialistes dans l'action commune.

Laissons de côté les phrases sacramentelles sur « l'esprit du groupe », le « sectarisme », la « lutte sur les deux fronts ». Laissons les discussions stériles sur les distractions dans les J. C. ou sur la question qui passionne Jeannette Lagiri : « Veut-on conquérir des membres des J. S., ou des secrétaires de section, ou bien des sections entières, ou bien encore d'autres organisations... (!!!) ? »

Thorez conclut : « Le C. C. ne flattera pas la Jeunesse il n'y a pas de quoi, en effet ! Il se rappelle qu'à l'U. C. de grandes batailles se sont déroulées dans le Parti, ayant pour origine des éléments jeunes que les membres du Parti avaient flattés. Je rappelle Trotsky, en 1923, qui commença sa lutte en s'assurant le concours de la jeunesse étudiante (c'est-à-dire l'élite de la jeunesse ouvrière soviétique) ».

Il s'agit pour nous de former cette jeunesse, de mettre en œuvre les forces vives qu'elle porte en elle, de réaliser par elle la continuité révolutionnaire entre les générations. A cette tâche faillissent les bureaucraties centristes ! Ils en viennent à avouer qu'« il faut donner un aliment de discussion aux jeunes ». Misérable croûte de pain qu'on veut jeter à la jeunesse. Ce n'est pas ainsi qu'on ramènera la vie dans les cellules. C'est en y laissant libre cours aux vraies discussions politiques, en rétablissant un régime intérieur sain, en réintégrant les oppositionnels, en laissant parler librement ceux des J. C., en s'avancant résolument dans le cours nouveau.

LES REVOLTES DU "SEPT PROVINCES"

Deux cents matelots indigènes et européens laissant festoyer à terre l'état-major du « Sept-Provinces » prirent le large en rade de Olek-Lek et restèrent maîtres du croiseur hollandais pendant six jours. Ils manifestèrent ainsi leur révolte contre les réductions de soldes imposées aux matelots. Malgré la volonté de division de l'état-major qui avait favorisé la vingtaine de matelots européens, ceux-ci furent activement et complètement solidaires de l'action de leurs frères de misère.

Après avoir pris le large, les matelots révoltés firent de leur bateau un communiqué :

« Notre acte est une protestation contre la réduction de notre solde et contre l'arrestation de ceux de nos frères qui déjà ont protesté contre l'inégalité de traitement des matelots indigènes et hollandais. A bord, tout va bien, pas de blessés. »

Six jours d'angoisse pour la bourgeoisie hollandaise : chaque édition de sa presse réclamait des actes d'autorité ! Toutes les menaces aux glorieux mutins furent vaines. Le contre-torpilleur envoyé à leur poursuite voulant les contraindre recut un avertissement de s'écarter sans retard, ce qu'il fit.

Deux sous-marins se joignirent au contre-torpilleur et continuèrent la poursuite à une prudente distance...

Le « Sept-Provinces » continua sans hâte sa route vers le point qu'ils avaient fixé comme terme de leur manifestation. De nouvelles unités furent lancées dans son sillage. La bourgeoisie de la métropole écumait et trépidait d'impatience. Des millions d'exploités indigènes suivaient avec une émotion solidaire, cette démonstration de révolte et de force.

Débarassé de son commandement, le croiseur se comportait fort bien. Les pièces étaient prêtes à toute riposte. La bourgeoisie organisa sa souricière et lança aux mutins l'ordre de se rendre sans condition. Ceux-ci répondirent avec calme : « Vous nous importunez ! » Approchant du but, le « Sept-Provinces » ralentit sa marche.

Le sixième jour, les mutins sont à nouveau sommés de se rendre : « Hissez le drapeau blanc ou nous vous bombardons ». — « Arrière ! » répondirent-ils et déjà ils pointaient leurs canons sur les poursuivants qui s'éloignèrent.

L'état-major incapable de faire exécuter son plan par les équipages dont la solidarité était visible et dangereuse, fit charger de bombes deux hydravions qui évoluèrent autour du croiseur en révolte. Par radio, l'état-major formula la menace : « Une première bombe de cinquante kilos sera lancée, puis dix minutes après, une deuxième de deux cents kilos. »

Les révoltes ne céderont point. Une première bombe manqua son but, une deuxième provoqua sur le croiseur une explosion énorme et l'incendia. Vingt morts déchaquetés, plus de trente blessés, le croiseur ravagé par l'incendie croissant, la mort rôdant au-dessus d'eux, les survivants évacuèrent le « Sept-Provinces » ils furent faits prisonniers. Déjà la bourgeoisie parle de « condamnations exemplaires selon le code militaire ».

Dans toute la Hollande, la solidarité des exploités fut vivace, plusieurs révoltes de matelots durent même être réprimées.

Par l'assassinat, la bourgeoisie hollandaise a triomphé d'une manifestation de révolte et de puissance où se solidarisaient les exploités qu'elle n'a pu réussir à diviser par le préjugé de race.

Pendant six jours, ils tirent et la revolve ne pu être ni étouffée, ni limitée, les exploités de tous les autres pays du monde ont suivi leur épopée. Par leur action concertée et héroïque, ils ont fait glisser sur les flots d'Asie un nouveau Potemkine. Ils ont exprimé les possibilités immenses d'un prolétariat qui ne défiance à subir ses assassins que par la continuité de son guide international.

N. B. — Paul Faure, dans un article misérable du Populaire « tire la leçon » de cette héroïque révolte. Pour ce gauchiste, ce qui apparaît en premier lieu, c'est la supériorité des unités aériennes sur les unités maritimes et il conclut sur cet assassinat : « L'incident est clos... »

SNEEVLIET ARRETE

Les journaux d'aujourd'hui annoncent l'arrestation par la bourgeoisie hollandaise du chef du parti socialiste révolutionnaire Sneevliet, qui, sous le nom de Maring milita, vaillamment en Indonésie du vivant de Lénine. Sneevliet est accusé d'avoir appelé les marins hollandais à manifester leur solidarité aux mutins.

VENDREDI 24 FEVRIER, A 20 H. 30
Salle du Tambour, place de la Bastille (XI^e)

Réunion Publique et Contradictoire

Assez de palabres sur l'unité de la jeunesse ouvrière ! Maintenant, il faut agir.
Orateurs : RIMBERT et ATLAN, du Groupe des Jeunes de la Ligue.